

COUR CONSTITUTIONNELLE

[2014/201300]

Extrait de l'arrêt n° 29/2014 du 13 février 2014

Numéro du rôle : 5623

En cause: le recours en annulation des articles 7 à 9 du décret de la Région wallonne du 17 juillet 2008 relatif à quelques permis pour lesquels il existe des motifs impérieux d'intérêt général, introduit par Jean-Luc Abad Gonzalez et autres.

La Cour constitutionnelle,

composée du président J. Spreutels, du président émérite M. Bossuyt, conformément à l'article 60bis de la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour constitutionnelle, et des juges E. De Groot, L. Lavrysen, J.-P. Moerman, E. Derycke et P. Nihoul, assistée du greffier F. Meererschaut, présidée par le président J. Spreutels,

après en avoir délibéré, rend l'arrêt suivant :

I. *Objet du recours et procédure*

Par requête adressée à la Cour par lettre recommandée à la poste le 2 avril 2013 et parvenue au greffe le 4 avril 2013, un recours en annulation des articles 7 à 9 du décret de la Région wallonne du 17 juillet 2008 « relatif à quelques permis pour lesquels il existe des motifs impérieux d'intérêt général » a, à la suite de l'arrêt de la Cour n° 144/2012 du 22 novembre 2012 (publié au *Moniteur belge* du 23 janvier 2013), été introduit par Jean-Luc Abad Gonzalez, demeurant à 6040 Charleroi (Jumet), rue Saint-Ghislain 88, Jacques Abrassart et Thérèse Fobelets, demeurant à 6043 Charleroi (Ransart), rue René Delhaize 132, Anne-Marie Dubay, demeurant à 6040 Charleroi (Jumet), rue Emile Ruiters 5, Jacques Dussart et Claire Descamps, demeurant à 6040 Charleroi (Jumet), rue du Carrosse 13A, Aurore Dussart, demeurant à 6200 Châtelaineau, rue Saint-Géry 17, Andrée Gille, demeurant à 6043 Charleroi (Ransart), rue Tayant 25, Philippe Houioux et Catherine Bergere, agissant en leur nom propre et en leur qualité de représentants légaux de leurs enfants Guillaume Houioux et Delphine Houioux, demeurant à 6044 Charleroi (Roux), rue des Cloutiers 37, Grégoire Stassin et Augusta Righetti, demeurant à 6043 Charleroi (Ransart), rue d'Heppignies 29, Roland Tambuyser et Jacqueline Collard, agissant en leur nom propre et en leur qualité de représentants légaux de leur fils Luc Tambuyser, demeurant à 6040 Charleroi (Jumet), rue de Saint-Quentin 3, Nadine Dartois, demeurant à 6040 Charleroi (Jumet), rue Docteur Picard 27, Thierry Tondeleir, demeurant à 6041 Charleroi (Gosselies), rue du Carrosse 14, agissant en son nom propre et en sa qualité de représentant légal de son fils Thomas Tondeleir, Françoise Gomé et Axel Bodson, Chloé Bodson, Julie Bodson et Maxime Bodson, demeurant à 6040 Charleroi (Jumet), rue du Masy 33, Robin Bodson, demeurant à 6044 Charleroi (Roux), rue de Marchienne 47, Jean Verhoeven, demeurant à 6043 Charleroi (Ransart), chaussée de Gosselies 28, Elda Nicolodi, demeurant à 6040 Charleroi (Jumet), rue Edouard Anseele 66B, Patrick Cordier et Jocelyne Baudet, demeurant à 6040 Charleroi (Jumet), rue aux Fauvettes 5, Ghislain Schotsmans, demeurant à 6040 Charleroi, rue de l'Industrie 10, Florine Hagon, demeurant à 6040 Charleroi (Jumet), rue Mon Plaisir 22, André Gilliard, demeurant à 6040 Charleroi (Jumet), rue du Carrosse 14, Gérardo Pontin et Dominique Cavillot, agissant en leur nom propre et en leur qualité de représentants légaux de leur fils Alessio Pontin, Bartholoméo Pontin et Aldolino Pontin, demeurant à 6230 Pont-à-Celles, rue de la Liberté 76, Christian Anciaux, demeurant à 6220 Fleurus (Wangénies), rue du Bosquet 80, André Tobie et Françoise Overlo, demeurant à 6041 Charleroi (Gosselies), rue de Jumet 108, Léon L'Hoir, demeurant à 6043 Charleroi (Ransart), place Delhaize 6, et Bernard Page, demeurant à 6043 Charleroi (Ransart), rue René Delhaize 47.

(...)

II. *En droit*

(...)

Quant au décret attaqué

B.1. Les articles 7 à 9 du décret de la Région wallonne du 17 juillet 2008 « relatif à quelques permis pour lesquels il existe des motifs impérieux d'intérêt général » disposent :

« Art. 7. Est ratifié le permis qui suit et pour lequel les motifs impérieux d'intérêt général sont avérés :

- en ce qui concerne les actes et travaux d'aménagement des infrastructures et bâtiments d'accueil des aéroports régionaux, le permis d'urbanisme du 16 septembre 2003 délivré par le fonctionnaire délégué de la Direction générale de l'Aménagement du Territoire, du Logement et du Patrimoine de Charleroi à la SA SOWAER tendant à l'exécution de travaux de voûtement du Tintia et la modification du relief du sol dans la partie nord-est de la zone aéroportuaire.

Art. 8. Est ratifié le permis qui suit et pour lequel les motifs impérieux d'intérêt général sont avérés :

- en ce qui concerne les actes et travaux d'aménagement des infrastructures et bâtiments d'accueil des aéroports régionaux, l'arrêté ministériel du 25 juillet 2005 relatif au permis unique délivré à la SA SOWAER pour l'aéroport de Charleroi-Bruxelles Sud (aérogare (3 000 000 passagers/an), parkings-voitures (1 600 emplacements au sol et 1 000 emplacements étagés), voiries d'accès à ces parkings, chaussées aéronautiques, parkings-avions liés à l'aérogare, station d'épuration des eaux, bâtiments techniques, parc pétrolier (stockage de 2420 m³ de kérosène et 30 m³ de carburant routier) et ouverture de nouvelles voiries communales).

Art. 9. Est ratifié le permis qui suit et pour lequel les motifs impérieux d'intérêt général sont avérés :

- en ce qui concerne les actes et travaux d'aménagement des infrastructures et bâtiments d'accueil des aéroports régionaux, l'arrêté ministériel du 27 juillet 2005 relatif au permis d'environnement délivré à la SA SOWAER pour l'exploitation de l'aéroport de Charleroi-Bruxelles Sud ».

Quant à la recevabilité ratione temporis

B.2.1. Le recours en annulation est introduit sur la base de l'article 4, alinéa 2, de la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour constitutionnelle, qui dispose :

« Un nouveau délai de six mois est ouvert pour l'introduction d'un recours en annulation d'une loi, d'un décret ou d'une règle visée à l'article 134 de la Constitution par le Conseil des Ministres, par le Gouvernement d'une Communauté ou d'une Région, par les présidents des assemblées législatives à la demande de deux tiers de leurs membres ou par toute personne physique ou morale justifiant d'un intérêt, lorsque la Cour, statuant sur une question préjudicielle, a déclaré que cette loi, ce décret ou cette règle visée à l'article 134 de la Constitution viole une des règles ou un des articles de la Constitution visés à l'article 1. Le délai prend cours, respectivement, à la date de la notification de l'arrêt rendu par la Cour, selon le cas, au Premier Ministre et aux présidents des Gouvernements et aux présidents des assemblées législatives, ou à la date de la publication de l'arrêt au *Moniteur belge* ».

B.2.2. Par son arrêt n° 144/2012 du 22 novembre 2012, la Cour a dit pour droit que les dispositions reproduites en B.1 violent les articles 10 et 11 de la Constitution, lus en combinaison avec les articles 2, paragraphe 2, et 9, paragraphe 2, de la Convention d'Aarhus, signée le 25 juin 1998, « sur l'accès à l'information, la participation du public au processus décisionnel et l'accès à la justice en matière d'environnement » et avec les articles 1^{er}, paragraphe 5, et 10*bis* de la directive 85/337/CEE du Conseil du 27 juin 1985 « concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement » (actuellement les articles 2, paragraphe 4, et 11 de la directive 2011/92/UE du Parlement européen et du Conseil du 13 décembre 2011 « concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement »).

Cet arrêt a été publié au *Moniteur belge* du 23 janvier 2013.

B.2.3. Le recours est recevable *ratione temporis*.

Quant au fond

B.3. Le moyen est pris de la violation des articles 10 et 11 de la Constitution, lus en combinaison avec les articles 2, paragraphe 2, et 9, paragraphe 2, de la Convention d'Aarhus, signée le 25 juin 1998, « sur l'accès à l'information, la participation du public au processus décisionnel et l'accès à la justice en matière d'environnement » et avec les articles 1^{er}, paragraphe 5, et 10*bis* de la directive 85/337/CEE du Conseil du 27 juin 1985 « concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement » (actuellement les articles 2, paragraphe 4, et 11 de la directive 2011/92/UE du Parlement européen et du Conseil du 13 décembre 2011 « concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement »).

B.4.1. En vertu des articles 142 de la Constitution et 1^{er} de la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour constitutionnelle, la Cour est compétente pour contrôler la conformité des actes à valeur législative avec les règles répartitrices de compétences entre l'Etat fédéral, les communautés et les régions ainsi que leur compatibilité avec les articles du titre II « Des Belges et de leurs droits » et les articles 170, 172 et 191 de la Constitution.

Il s'ensuit que la Cour est notamment compétente pour vérifier si le législateur décréte à méconnaissance des garanties contenues aux articles 10 et 11 de la Constitution, relatifs au principe d'égalité et de non-discrimination. La Cour est également compétente pour vérifier, lorsqu'elle contrôle des normes ayant force de loi au regard des normes de référence précitées, si les dispositions soumises à son contrôle sont compatibles avec les normes de droit international et les normes du droit européen qui lient la Belgique et dont la violation est invoquée en combinaison avec les dispositions constitutionnelles précitées, comme en l'espèce les articles 3, paragraphe 9, et 9, paragraphes 2 à 4, de la Convention d'Aarhus et l'article 10*bis* de la directive 85/337/CEE.

B.4.2. L'article 3, paragraphe 9, de la Convention d'Aarhus dispose :

« Dans les limites du champ d'application des dispositions pertinentes de la présente Convention, le public a accès à l'information, il a la possibilité de participer au processus décisionnel et a accès à la justice en matière d'environnement sans discrimination fondée sur la citoyenneté, la nationalité ou le domicile et, dans le cas d'une personne morale, sans discrimination concernant le lieu où elle a son siège officiel ou un véritable centre d'activités ».

B.4.3. L'article 9, paragraphes 2 à 4, de la même Convention dispose :

« 2. Chaque Partie veille, dans le cadre de sa législation nationale, à ce que les membres du public concerné

a) ayant un intérêt suffisant pour agir

ou, sinon,

b) faisant valoir une atteinte à un droit, lorsque le code de procédure administrative d'une Partie pose une telle condition,

puissent former un recours devant une instance judiciaire et/ou un autre organe indépendant et impartial établi par loi pour contester la légalité, quant au fond et à la procédure, de toute décision, tout acte ou toute omission tombant sous le coup des dispositions de l'article 6 et, si le droit interne le prévoit et sans préjudice du paragraphe 3 ci-après, des autres dispositions pertinentes de la présente Convention.

Ce qui constitue un intérêt suffisant et une atteinte à un droit est déterminé selon les dispositions du droit interne et conformément à l'objectif consistant à accorder au public concerné un large accès à la justice dans le cadre de la présente Convention. A cet effet, l'intérêt qu'a toute organisation non gouvernementale répondant aux conditions visées au paragraphe 5 de l'article 2 est réputé suffisant au sens de l'alinéa a) ci-dessus. Ces organisations sont également réputées avoir des droits auxquels il pourrait être porté atteinte au sens de l'alinéa b) ci-dessus.

Les dispositions du présent paragraphe 2 n'excluent pas la possibilité de former un recours préliminaire devant une autorité administrative et ne dispensent pas de l'obligation d'épuiser les voies de recours administratif avant d'engager une procédure judiciaire lorsqu'une telle obligation est prévue en droit interne.

3. En outre, et sans préjudice des procédures de recours visées aux paragraphes 1 et 2 ci-dessus, chaque Partie veille à ce que les membres du public qui répondent aux critères éventuels prévus par son droit interne puissent engager des procédures administratives ou judiciaires pour contester les actes ou omissions de particuliers ou d'autorités publiques allant à l'encontre des dispositions du droit national de l'environnement.

4. En outre, et sans préjudice du paragraphe 1, les procédures visées aux paragraphes 1, 2 et 3 ci-dessus doivent offrir des recours suffisants et effectifs, y compris un redressement par injonction s'il y a lieu, et doivent être objectives, équitables et rapides sans que leur coût soit prohibitif. Les décisions prises au titre du présent article sont prononcées ou consignées par écrit. Les décisions des tribunaux et, autant que possible, celles d'autres organes doivent être accessibles au public ».

B.4.4. L'article 10*bis* de la directive 85/337/CEE précitée disposait :

« Les Etats membres veillent, conformément à leur législation nationale pertinente, à ce que les membres du public concerné :

a) ayant un intérêt suffisant pour agir, ou sinon

b) faisant valoir une atteinte à un droit, lorsque le droit administratif procédural d'un Etat membre impose une telle condition,

puissent former un recours devant une instance juridictionnelle ou un autre organe indépendant et impartial établi par la loi pour contester la légalité, quant au fond ou à la procédure, des décisions, des actes ou omissions relevant des dispositions de la présente directive relatives à la participation du public.

Les Etats membres déterminent à quel stade les décisions, actes ou omissions peuvent être contestés.

Les Etats membres déterminent ce qui constitue un intérêt suffisant pour agir ou une atteinte à un droit, en conformité avec l'objectif visant à donner au public concerné un large accès à la justice. A cette fin, l'intérêt de toute organisation non gouvernementale, répondant aux exigences visées à l'article 1^{er}, paragraphe 2, est réputé suffisant aux fins du point a) du présent article. De telles organisations sont aussi réputées bénéficier de droits susceptibles de faire l'objet d'une atteinte aux fins du point b) du présent article.

Le présent article n'exclut pas la possibilité d'un recours préalable devant une autorité administrative et n'affecte en rien l'obligation d'épuiser toutes les voies de recours administratif avant d'engager des procédures de recours juridictionnel dès lors que la législation nationale prévoit une telle obligation.

Ces procédures doivent être régulières, équitables, rapides et d'un coût non prohibitif.

Afin d'accroître l'efficacité des dispositions du présent article, les Etats membres veillent à ce qu'une information pratique soit mise à la disposition du public concernant l'accès aux voies de recours administratif et juridictionnel ».

B.4.5. La directive 85/337/CEE a été abrogée par l'article 14 de la directive 2011/92/UE du Parlement européen et du Conseil du 13 décembre 2011 « concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement ». Toutefois, l'article 11 de cette directive reprend en substance le contenu de l'article 10*bis* de la directive 85/337/CEE précitée puisqu'il dispose :

« 1. Les Etats membres veillent, conformément à leur cadre juridique en la matière, à ce que les membres du public concerné :

a) ayant un intérêt suffisant pour agir, ou sinon

b) faisant valoir une atteinte à un droit, lorsque le droit administratif procédural d'un Etat membre impose une telle condition,

puissent former un recours devant une instance juridictionnelle ou un autre organe indépendant et impartial établi par la loi pour contester la légalité, quant au fond ou à la procédure, des décisions, des actes ou omissions relevant des dispositions de la présente directive relatives à la participation du public.

2. Les Etats membres déterminent à quel stade les décisions, actes ou omissions peuvent être contestés.

3. Les Etats membres déterminent ce qui constitue un intérêt suffisant pour agir ou une atteinte à un droit, en conformité avec l'objectif visant à donner au public concerné un large accès à la justice. A cette fin, l'intérêt de toute organisation non gouvernementale, répondant aux exigences visées à l'article 1^{er}, paragraphe 2, est réputé suffisant aux fins du paragraphe 1, point a), du présent article. De telles organisations sont aussi réputées bénéficier de droits susceptibles de faire l'objet d'une atteinte aux fins du paragraphe 1, point b), du présent article.

4. Le présent article n'exclut pas la possibilité d'un recours préalable devant une autorité administrative et n'affecte en rien l'obligation d'épuiser toutes les voies de recours administratif avant d'engager des procédures de recours juridictionnel dès lors que la législation nationale prévoit une telle obligation.

Ces procédures doivent être régulières, équitables, rapides et d'un coût non prohibitif.

5. Afin d'accroître l'efficacité des dispositions du présent article, les Etats membres veillent à ce qu'une information pratique soit mise à la disposition du public concernant l'accès aux voies de recours administratif et juridictionnel ».

B.5.1. Ces dispositions européennes et internationales exigent que la légalité des permis entrant dans leur champ d'application puisse être, en principe, contrôlée, quant au fond et quant à la procédure suivie, par une juridiction ou par tout autre organe indépendant et impartial.

B.5.2. Par son arrêt n° 30/2010 du 30 mars 2010, la Cour a interrogé la Cour de justice de l'Union européenne quant à l'interprétation à donner à ces dispositions.

Par son arrêt du 16 février 2012, C-182/10, *Solvay e.a.*, la Cour de justice a répondu :

« 45. Il résulte de l'article 2, paragraphe 2, de la convention d'Aarhus, lu en combinaison avec les articles 6 et 9 de celle-ci, ainsi que de l'article 1^{er}, paragraphe 5, de la directive 85/337 que ni cette convention ni cette directive ne s'appliquent aux projets adoptés par un acte législatif répondant aux conditions rappelées au point 31 du présent arrêt (voir arrêt *Boxus e.a.*, précité, point 50).

46. Pour les autres projets, c'est-à-dire ceux qui seraient adoptés soit par un acte qui n'est pas de nature législative, soit par un acte législatif qui ne répondrait pas à ces conditions, il découle du libellé même de l'article 9, paragraphe 2, de la convention d'Aarhus et de l'article 10*bis* de la directive 85/337 que les Etats doivent prévoir la possibilité d'un recours permettant de contester, devant une instance juridictionnelle ou un autre organe indépendant et impartial établi par la loi, la légalité, quant au fond ou à la procédure, des décisions, des actes ou des omissions relevant, respectivement, du champ d'application de l'article 6 de la convention d'Aarhus ou de la directive 85/337 (voir arrêt *Boxus e.a.*, précité, point 51).

47. Les Etats membres disposent, en vertu de leur autonomie procédurale et sous réserve du respect des principes d'équivalence et d'effectivité, d'une marge de manœuvre dans la mise en œuvre de l'article 9, paragraphe 2, de la convention d'Aarhus et de l'article 10*bis* de la directive 85/337. Il leur revient, en particulier, de déterminer quelle juridiction ou quel organe indépendant et impartial établi par la loi est compétent pour connaître des recours visés par ces dispositions et selon quelles modalités procédurales, pour autant que les dispositions susmentionnées ont été respectées (voir arrêt *Boxus e.a.*, précité, point 52).

48. L'article 9 de la convention d'Aarhus et l'article 10*bis* de la directive 85/337 perdraient cependant tout effet utile si la seule circonstance qu'un projet est adopté par un acte législatif ne répondant pas aux conditions rappelées au point 31 du présent arrêt avait pour conséquence de le soustraire à tout recours permettant de contester sa légalité, quant au fond ou à la procédure, au sens de ces textes (voir arrêt *Boxus e.a.*, précité, point 53) ».

B.5.3. Les ratifications contenues aux articles 7 à 9 du décret attaqué confèrent, avec effet rétroactif, une valeur législative à quelques permis spécifiques délivrés par l'autorité administrative. Ces dispositions ont dès lors pour effet de dessaisir le Conseil d'Etat des recours en annulation introduits à l'encontre de ces permis. Seule la Cour constitutionnelle est compétente pour connaître d'un recours en annulation ou d'une demande de suspension à leur encontre.

Or, la Cour n'est pas compétente pour exercer un contrôle exhaustif, quant au fond et à la procédure, des actes qui précèdent la ratification ou l'adoption des permis en cause, même à l'égard des règles de droit international et européen contenues dans la Convention d'Aarhus ou dans la directive 85/337/CEE.

Si elle veille, par le biais des articles 10 et 11 de la Constitution, à ce que le législateur respecte son obligation de notification préalable à la Commission européenne, lorsque la violation de cette obligation constitue, au regard du droit de l'Union européenne, un vice de procédure fondamental, la Cour ne peut étendre les compétences qui lui ont été attribuées par le Constituant et le législateur spécial au-delà d'un tel contrôle formel et exercer elle-même le contrôle substantiel du respect des règles procédurales environnementales qui sont préalables à l'adoption de l'acte législatif attaqué.

B.5.4. L'étendue du contrôle de la Cour constitutionnelle ne peut par conséquent être assimilée à celle du contrôle du Conseil d'Etat, de sorte que la compétence de la Cour, telle qu'elle découle de la Constitution et de la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour constitutionnelle, ne suffit pas pour satisfaire aux exigences de contrôle juridictionnel, lorsque les projets entrent dans le champ d'application de la Convention d'Aarhus et de la directive 85/337/CEE.

B.6.1. La catégorie de citoyens auxquels ces permis causent grief est donc traitée différemment des autres citoyens en ce qui concerne la garantie juridictionnelle accordée par l'article 159 de la Constitution, par l'article 13 de la Convention européenne des droits de l'homme (notamment dans le cadre des droits garantis par les articles 6, 8 et 14 de celle-ci) et par l'article 14 des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat, puisque ces permis ne peuvent plus faire l'objet d'un recours en annulation devant un juge qui dispose, à l'instar du Conseil d'Etat, d'une compétence de contrôle s'étendant tant au fond du permis attaqué qu'à la procédure préalable à son adoption.

Pareille différence de traitement est discriminatoire sauf si elle repose sur un objectif légitime et est raisonnablement justifiée.

B.6.2. Dans l'exposé des motifs du projet de décret, il fut précisé :

« L'objectif poursuivi par les dispositions décrétales en projet relatives aux autorisations régionales est de permettre la ratification par le Parlement wallon de certains permis délivrés par le fonctionnaire délégué ou, conjointement par le fonctionnaire délégué et le fonctionnaire technique ou, sur recours, par le Gouvernement. En effet, on assiste depuis plusieurs années à un intérêt grandissant du Parlement wallon quant au suivi de dossiers qui dépassent l'intérêt local. Les nombreuses questions et interpellations parlementaires posées quant au stade d'instruction des demandes d'autorisations pour divers projets en attestent.

[...]

Si le changement de juridiction compétente devait être perçu comme apportant une différence de traitement entre les riverains selon qu'ils sont concernés par un projet de droit commun ou pour lesquels il existe des motifs impérieux d'intérêt général - *quod non* -, cette différence serait justifiée par la différence objective entre les demandes de permis de droit commun et les demandes de permis pour ce type de projet.

En effet, les projets pour lesquels il existe des motifs impérieux d'intérêt général sont, par hypothèse, différents des projets de droit commun en ce qu'ils sont des projets d'intérêt général. En effet, il existe des critères objectifs qui font qu'un projet est ou n'est pas d'intérêt général et qui sont liés au regard de la Région wallonne à leur caractère social, économique, énergétique, de mobilité, patrimonial ou environnemental.

[...]

La volonté du Gouvernement est d'associer le Parlement wallon à sa politique de développement durable du territoire wallon. Pour ce faire, il entend ne pas limiter le rôle du Parlement wallon, en ce qui concerne la prise de décision relative à des projets, à la seule faculté des questions et interpellations parlementaires. Il s'agit ici d'associer le Parlement wallon à la prise de décision en lui reconnaissant le pouvoir de refuser la ratification de permis délivrés » (*Doc. parl.*, Parlement wallon, 2007-2008, n° 805/1, pp. 1 à 7).

Lors des débats en commission, il fut encore précisé :

« Il ne faut pas oublier non plus que le véritable objectif du texte est de sortir de l'ornière procédurale certains dossiers 'englués', aujourd'hui, au nombre de 13, et peut-être davantage demain.

[...]

M. [...] note l'hiatus entre l'objectif poursuivi présenté dans l'exposé des motifs, d'une part, et tel qu'il apparaît des déclarations répétées du Ministre dans les médias où il est essentiellement question de limiter les recours devant le Conseil d'Etat, d'autre part. Il faut dénoncer là une hypocrisie folle; on a osé écrire dans l'exposé des motifs que 'contrairement à ce qu'avance le CWEDD, il ne s'agit pas par le texte en projet, de viser une diminution du nombre des recours contentieux' alors que partout dans la presse, il n'est question que de cela : éviter les recours » (*Doc. parl.*, Parlement wallon, 2007-2008, n° 805/5, pp. 10 et 16).

Il fut encore souligné que le décret attaqué devait « permettre de retrouver une sérénité dans certains dossiers » (*ibid.*, p. 12) en évitant qu'« à partir du décret CWATUPE ou du décret Environnement, des interprétations par la juridiction saisie de recours [...] mettent en danger l'intérêt général ». Il fut ainsi jugé nécessaire de « stopper cet emballement de procédure où le Conseil d'Etat interprète les décrets de manière outrancière » (*ibid.*, p. 16).

Le ministre précisa encore :

« [...] les contestations ne portent pas tant sur la procédure, mais sur le fait que les contestataires ne veulent pas qu'un permis soit délivré, pour des raisons qui relèvent d'un intérêt personnel. Il cite à cet égard l'exemple de la Vallée du Hain et indique que le contestataire ne veut pas entendre parler d'une telle station d'épuration, raison pour laquelle il cherche n'importe quel motif qui lui permettrait d'empêcher son installation. Il considère qu'il s'agit là d'un combat qui oppose l'intérêt particulier à l'intérêt général. M. le Ministre indique qu'il peut accorder le permis, mais que le Parlement, titulaire naturel de l'intérêt régional, est sans conteste le plus à même pour confirmer l'existence de l'intérêt régional.

[...]

M. le Ministre invite ses contradicteurs à jurer qu'à l'avenir ils n'utiliseront jamais ce projet de décret parce qu'ils n'en auraient pas besoin. Selon M. le Ministre, personne ne peut tenir pareil propos dès lors que, même des mandataires de l'opposition sont intéressés par ce projet de décret, étant conscients du phénomène NIMBY et du fait que l'intérêt général doit être privilégié face à l'intérêt particulier d'une personne » (*ibid.*, pp. 31-32).

B.6.3. Il ressort de ce qui précède qu'en adoptant le décret attaqué, le législateur décrétole avait pour objectif d'associer les parlementaires à l'adoption de certains permis pour lesquels il existe des motifs impérieux d'intérêt général afin de leur conférer une plus grande légitimité démocratique et de garantir une meilleure sécurité juridique aux chantiers importants qui en constituaient l'objet.

B.7. L'article 2, paragraphe 2, de la Convention d'Aarhus dispose que les organes ou institutions agissant dans l'exercice de pouvoirs judiciaires ou législatifs ne peuvent être assimilés à des « autorités publiques » au sens de la Convention.

L'article 1^{er}, paragraphe 5, de la directive 85/337/CEE précitée disposait :

« La présente directive ne s'applique pas aux projets qui sont adoptés en détail par un acte législatif national spécifique, les objectifs poursuivis par la présente directive, y compris l'objectif de la mise à disposition d'informations, étant atteints à travers la procédure législative ».

L'article 1^{er}, paragraphe 4, de la directive 2011/92/UE précitée reproduit cette disposition.

B.8.1. Interrogée par la Cour sur la portée des articles 2, paragraphe 2, de la Convention d'Aarhus et 1^{er}, paragraphe 5, de la directive 85/337/CEE, la Cour de justice a jugé :

« 30. Il découle de l'article 1^{er}, paragraphe 5, de la directive 85/337 que, lorsque les objectifs de cette directive sont atteints à travers une procédure législative, y compris celui de la mise à disposition d'informations, ladite directive ne s'applique pas au projet concerné (voir arrêts du 19 septembre 2000, *Linster*, C-287/98, *Rec. p.* I-6917, point 51, ainsi que *Boxus e.a.*, précité, point 36).

31. Cette disposition soumet à deux conditions l'exclusion d'un projet du champ d'application de la directive 85/337. La première exige que le projet soit adopté en détail par un acte législatif spécifique. Selon la seconde, les objectifs de cette directive, y compris celui de la mise à disposition d'informations, doivent être atteints à travers la procédure législative (voir arrêts du 16 septembre 1999, *WWF e.a.*, C-435/97, *Rec. p.* I-5613, point 57, ainsi que *Boxus e.a.*, précité, point 37).

32. S'agissant de la première condition, elle implique tout d'abord que le projet soit adopté par un acte législatif spécifique. A cet égard, il convient de relever que les notions de ' projet ' et d' ' autorisation ' sont définies à l'article 1^{er}, paragraphe 2, de la directive 85/337. Dès lors, un acte législatif adoptant un projet doit, pour entrer dans le champ d'application de l'article 1^{er}, paragraphe 5, de cette directive, être spécifique et présenter les mêmes caractéristiques qu'une telle autorisation. Il doit notamment ouvrir au maître d'ouvrage le droit de réaliser le projet (voir arrêts précités *WWF e.a.*, point 58, ainsi que *Boxus e.a.*, point 38).

33. Le projet doit en outre être adopté en détail, à savoir de manière suffisamment précise et définitive, de sorte que l'acte législatif adoptant celui-ci doit comporter, à l'instar d'une autorisation, après leur prise en compte par le législateur, tous les éléments du projet pertinents au regard de l'évaluation des incidences sur l'environnement (voir arrêts précités *WWF e.a.*, point 59, ainsi que *Boxus e.a.*, point 39). L'acte législatif doit ainsi attester que les objectifs de la directive 85/337 ont été atteints en ce qui concerne le projet concerné (voir arrêts précités *Linster*, point 56, ainsi que *Boxus e.a.*, point 39).

34. Il en résulte qu'un acte législatif ne peut pas être considéré comme adoptant un projet en détail, au sens de l'article 1^{er}, paragraphe 5, de la directive 85/337, lorsqu'il ne comporte pas les éléments nécessaires à l'évaluation des incidences de ce projet sur l'environnement ou qu'il nécessite l'adoption d'autres actes pour ouvrir au maître d'ouvrage le droit de réaliser le projet (voir arrêts précités *WWF e.a.*, point 62; *Linster*, point 57, ainsi que *Boxus e.a.*, point 40).

35. S'agissant de la seconde condition, il résulte de l'article 2, paragraphe 1, de la directive 85/337 que l'objectif essentiel de cette dernière est de garantir que les projets susceptibles d'avoir des incidences notables sur l'environnement, notamment en raison de leur nature, de leurs dimensions ou de leur localisation, soient, avant l'octroi d'une autorisation, soumis à une évaluation en ce qui concerne leurs incidences sur l'environnement (voir arrêts précités *Linster*, point 52, ainsi que *Boxus e.a.*, point 41).

36. Le sixième considérant de la directive 85/337 précise en outre que l'évaluation doit s'effectuer sur la base de l'information appropriée fournie par le maître d'ouvrage et éventuellement complétée par les autorités et par le public susceptibles d'être concernés par le projet (voir arrêts précités *WWF e.a.*, point 61; *Linster*, point 53, ainsi que *Boxus e.a.*, point 42).

37. Par suite, le législateur doit avoir à sa disposition, au moment de l'adoption du projet, une information suffisante. Il résulte de l'article 5, paragraphe 3, de la directive 85/337 et de l'annexe IV de celle-ci que les informations à fournir par le maître d'ouvrage comportent au minimum une description du projet comportant des informations relatives à son site, à sa conception et à ses dimensions, une description des mesures envisagées pour éviter et réduire des effets négatifs importants et, si possible, y remédier, ainsi que les données nécessaires pour identifier et évaluer les effets principaux que le projet est susceptible d'avoir sur l'environnement (voir arrêts précités *Linster*, point 55, ainsi que *Boxus e.a.*, point 43).

38. Eu égard aux caractéristiques des procédures d'approbation d'un plan en plusieurs phases, la directive 85/337 ne s'oppose pas à ce qu'un même projet soit approuvé par deux actes de droit national, considérés ensemble comme une autorisation, au sens de son article 1^{er}, paragraphe 2 (voir, en ce sens, arrêt du 4 mai 2006, *Commission/Royaume-Uni*, C-508/03, *Rec. p. I-3969*, point 102). Par conséquent, le législateur peut, lors de l'adoption de l'acte final d'autorisation d'un projet, bénéficier des informations recueillies dans le cadre d'une procédure administrative préalable (voir arrêt *Boxus e.a.*, précité, point 44).

39. L'existence d'une telle procédure administrative ne saurait cependant avoir pour conséquence qu'un projet puisse être considéré comme adopté en détail par un acte législatif spécifique, conformément à l'article 1^{er}, paragraphe 5, de la directive 85/337, si cet acte législatif ne respecte pas les deux conditions rappelées au point 31 du présent arrêt. Ainsi que la Cour l'a jugé au point 45 de l'arrêt *Boxus e.a.*, précité, un acte législatif qui ne ferait que ' ratifier ' purement et simplement un acte administratif préexistant, en se bornant à faire état de motifs impérieux d'intérêt général sans l'ouverture préalable d'une procédure législative au fond qui permette de respecter lesdites conditions, ne peut être considéré comme un acte législatif spécifique au sens de cette disposition et ne suffit donc pas pour exclure un projet du champ d'application de la directive 85/337.

40. En particulier, un acte législatif adopté sans que les membres de l'organe législatif aient eu à leur disposition les informations mentionnées au point 37 du présent arrêt ne saurait entrer dans le champ d'application de l'article 1^{er}, paragraphe 5, de la directive 85/337 (voir arrêt *Boxus e.a.*, précité, point 46).

41. Il appartient au juge national de déterminer si ces conditions ont été respectées. A cet effet, il doit tenir compte tant du contenu de l'acte législatif adopté que de l'ensemble de la procédure législative qui a conduit à son adoption et notamment des actes préparatoires et des débats parlementaires (voir arrêt *Boxus e.a.*, précité, point 47).

[...]

43. Il convient donc de répondre à la deuxième question que l'article 2, paragraphe 2, de la convention d'Aarhus et l'article 1^{er}, paragraphe 5, de la directive 85/337 doivent être interprétés en ce sens que ne sont exclus des champs d'application respectifs de ces textes que les projets adoptés en détail par un acte législatif spécifique, de manière à ce que les objectifs desdits textes aient été atteints par la procédure législative. Il appartient au juge national de vérifier que ces deux conditions ont été respectées en tenant compte tant du contenu de l'acte législatif adopté que de l'ensemble de la procédure législative qui a conduit à son adoption et notamment des actes préparatoires et des débats parlementaires. A cet égard, un acte législatif qui ne ferait que ' ratifier ' purement et simplement un acte administratif préexistant, en se bornant à faire état de motifs impérieux d'intérêt général sans l'ouverture préalable d'une procédure législative au fond qui permette de respecter lesdites conditions, ne peut être considéré comme un acte législatif spécifique au sens de cette disposition et ne suffit donc pas pour exclure un projet des champs d'application respectifs de cette convention et de cette directive » (CJUE, 16 février 2012, C-182/10, *Solvay e.a.* précité).

B.8.2. Il ressort de cet arrêt qu'aux fins de pouvoir déterminer si un projet qui a fait l'objet d'un acte législatif entre ou non dans le champ d'application des exigences de contrôle juridictionnel quant au fond ou à la procédure, prévues par l'article 10bis de la directive 85/337/CEE et rappelées en B.5.1 et B.5.2, le juge national doit vérifier si le projet respecte ou non les conditions d'application de l'article 2, paragraphe 2, de la Convention d'Aarhus, et de l'article 1^{er}, paragraphe 5, de la directive précitée, telles qu'elles ont été fixées par la Cour de justice.

Les exigences de contrôle juridictionnel ne s'imposent en effet qu'à l'égard des projets adoptés soit par un acte qui n'est pas de nature législative, soit par un acte législatif qui ne répondrait pas aux conditions de l'article 2, paragraphe 2, de la Convention d'Aarhus et de l'article 1^{er}, paragraphe 5, de la directive précitée (CJUE, 16 février 2012, C-182/10, *Solvay e.a.*, point 46); les actes législatifs spécifiques répondant aux conditions de l'arrêt *Solvay* précité, point 31, échappent quant à eux aux exigences de contrôle juridictionnel précitées.

B.8.3. Il ressort de l'arrêt *Solvay e.a.* précité que, pour satisfaire aux conditions de l'article 2, paragraphe 2, de la Convention d'Aarhus et de l'article 1^{er}, paragraphe 5, de la directive précitée, le projet doit, tout d'abord, être adopté en détail, de manière suffisamment précise et spécifique, par un acte législatif présentant les mêmes caractéristiques qu'une autorisation et permettant au maître de l'ouvrage de réaliser le projet, le législateur ayant pris en compte tous les éléments du projet pertinents au regard de l'évaluation des incidences sur l'environnement (CJUE, 16 février 2012, C-182/10, *Solvay e.a.*, points 32-33).

Par ailleurs, doivent être atteints les objectifs de la directive en matière d'évaluation des incidences sur l'environnement, notamment en ce qui concerne la mise à disposition d'informations par le maître de l'ouvrage, éventuellement complétées par les autorités et le public; pour ce faire, le législateur doit avoir eu à sa disposition, au moment de l'adoption du projet, une information suffisante, comprenant au minimum (1) une description du projet comportant des informations relatives à son site, à sa conception et à ses dimensions, (2) une description des mesures envisagées pour éviter et réduire des effets négatifs importants et, si possible, y remédier, ainsi que (3) les données nécessaires pour identifier et évaluer les effets principaux que le projet est susceptible d'avoir sur l'environnement (CJUE, 16 février 2012, *Solvay e.a.*, points 35-37).

A cet égard, le législateur peut bénéficier des informations recueillies dans le cadre de la procédure administrative préalable (CJUE, 16 février 2012, C-182/10, *Solvay e.a.*, point 38), mais ne peut se limiter à « ratifier » purement et simplement un acte administratif préexistant, en se bornant à faire état de motifs impérieux d'intérêt général sans l'ouverture préalable d'une procédure législative au fond qui permette de respecter lesdites conditions (CJUE, 16 février 2012, C-182/10, *Solvay e.a.*, point 39).

B.9. Si, en principe, la Cour n'a pas la compétence de vérifier, fût-ce par le biais de son contrôle de compatibilité avec les articles 10 et 11 de la Constitution, la procédure parlementaire au terme de laquelle un acte législatif a été adopté, force est de constater que, dans le cas présent, la compétence de tenir compte « tant du contenu de l'acte législatif adopté que de l'ensemble de la procédure législative qui a conduit à son adoption et notamment des actes préparatoires et des débats parlementaires » (CJUE, 16 février 2012, C-182/10, *Solvay e.a.*, point 41) découle de la nécessité de déterminer le champ d'application des exigences du droit de l'Union européenne mentionnées en B.5.1 et B.5.2.

Ce contrôle ne peut donc être assimilé ni à un contrôle matériel ni à un contrôle procédural de constitutionnalité de dispositions législatives, mais constitue un examen préalable, imposé par le droit de l'Union européenne, de la qualification de l'acte législatif attaqué.

B.10.1. Comme la Cour l'a relevé dans son arrêt n° 30/2010, l'adoption des articles 5 à 17 du décret attaqué n'a donné aux parlementaires qu'un rôle limité. Il ressort des travaux préparatoires du décret attaqué que leur vote ne pouvait remettre en cause l'existence des permis litigieux, indépendante de la ratification opérée. Il était du reste interdit aux parlementaires de procéder à une nouvelle instruction de la demande de permis, ou de modifier celui-ci (*Doc. parl.*, Parlement wallon, 2007-2008, n° 805/5, p. 36). Il leur était uniquement demandé de se prononcer sur l'existence d'un « intérêt régional » ou d'un « intérêt majeur » pour la Région wallonne (*ibid.*, pp. 6 et 31).

Il apparaît des travaux préparatoires que les parlementaires se sont manifestement limités à « ratifier » purement et simplement les projets soumis à l'assemblée, de sorte que ces dispositions, ne respectant ni les exigences de contrôle juridictionnel mentionnées en B.5.1 et B.5.2, ni les conditions d'un acte législatif spécifique rappelées en B.7, emportent donc une violation des articles 10 et 11 de la Constitution, lus en combinaison avec les articles 1^{er}, paragraphe 5, et 10bis de la directive 85/337/CEE.

B.10.2. Ce constat ne porte pas atteinte à l'existence d'un droit de recours effectif, au sens de l'article 10bis de la directive 85/337/CEE ou de l'article 11 de la directive 2011/92/UE précités, contre les permis ayant fait ou ayant pu faire l'objet d'une ratification décrétable puisque, les articles attaqués devant être annulés, il revient au Conseil d'Etat de contrôler la légalité formelle et matérielle de ces permis.

B.11. Le moyen est fondé.

Par ces motifs,

la Cour

annule les articles 7 à 9 du décret de la Région wallonne du 17 juillet 2008 relatif à quelques permis pour lesquels il existe des motifs impérieux d'intérêt général.

Ainsi prononcé en langue française, en langue néerlandaise et en langue allemande, conformément à l'article 65 de la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour constitutionnelle, à l'audience publique du 13 février 2014.

Le greffier,

F. Meersschant

Le président,

J. Spreutels

GRONDWETTELIJK HOF

[2014/201300]

Uittreksel uit arrest nr. 29/2014 van 13 februari 2014

Rolnummer : 5623

In zake: het beroep tot vernietiging van de artikelen 7 tot 9 van het decreet van het Waalse Gewest van 17 juli 2008 betreffende enkele vergunningen waarvoor er dringende redenen van algemeen belang bestaan, ingesteld door Jean-Luc Abad Gonzalez en anderen.

Het Grondwettelijk Hof,

samengesteld uit voorzitter J. Spreutels, emeritus voorzitter M. Bossuyt, overeenkomstig artikel 60bis van de bijzondere wet van 6 januari 1989 op het Grondwettelijk Hof, en de rechters E. De Groot, L. Lavrysen, J.-P. Moerman, E. Derycke en P. Nihoul, bijgestaan door de griffier F. Meersschant, onder voorzitterschap van voorzitter J. Spreutels, wijst na beraad het volgende arrest :

I. *Onderwerp van het beroep en rechtspleging*

Bij verzoekschrift dat aan het Hof is toegezonden bij op 2 april 2013 ter post aangetekende brief en ter griffie is ingekomen op 4 april 2013, is, ingevolge het arrest van het Hof nr. 144/2012 van 22 november 2012 (bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* van 23 januari 2013), beroep tot vernietiging van de artikelen 7 tot 9 van het decreet van het Waalse Gewest van 17 juli 2008 « betreffende enkele vergunningen waarvoor er dringende redenen van algemeen belang bestaan » ingesteld door Jean-Luc Abad Gonzalez, wonende te 6040 Charleroi (Jumet), rue Saint-Ghislain 88, Jacques Abrassart en Thérèse Fobelets, wonende te 6043 Charleroi (Ransart), rue René Delhaize 132, Anne-Marie Dubay, wonende te 6040 Charleroi (Jumet), rue Emile Ruiters 5, Jacques Dussart en Claire Descamps, wonende te 6040 Charleroi (Jumet), rue du Carrosse 13A, Aurore Dussart, wonende te 6200 Châtelaineau, rue Saint-Géry 17, Andrée Gille, wonende te 6043 Charleroi (Ransart), rue Tayant 25, Philippe Houioux en Catherine Bergere, handelend uit eigen naam en in hun hoedanigheid van wettelijk vertegenwoordiger van hun kinderen Guillaume Houioux en Delphine Houioux, wonende te 6044 Charleroi (Roux), rue des Cloutiers 37, Grégoire Stassin en Augusta Righetti, wonende te 6043 Charleroi (Ransart), rue d'Heppignies 29, Roland Tambuyser en Jacqueline Collard, handelend uit eigen naam en in hun hoedanigheid van wettelijk vertegenwoordiger van hun zoon Luc Tambuyser, wonende te 6040 Charleroi (Jumet), rue de Saint-Quentin 3, Nadine Dartois, wonende te 6040 Charleroi (Jumet), rue Docteur Picard 27, Thierry Tondeleir, wonende te 6041 Charleroi (Gosselies), rue du Carrosse 14, handelend uit eigen naam en in zijn hoedanigheid van wettelijk vertegenwoordiger van zijn zoon Thomas Tondeleir, Françoise Gomé en Axel Bodson, Chloé Bodson,

Julie Bodson en Maxime Bodson, wonende te 6040 Charleroi (Jumet), rue du Masy 33, Robin Bodson, wonende te 6044 Charleroi (Roux), rue de Marchienne 47, Jean Verhoeven, wonende te 6043 Charleroi (Ransart), chaussée de Gosselies 28, Elda Nicolodi, wonende te 6040 Charleroi (Jumet), rue Edouard Anseele 66B, Patrick Cordier en Jocelyne Baudet, wonende te 6040 Charleroi (Jumet), rue aux Fauvettes 5, Ghislain Schotsmans, wonende te 6040 Charleroi, rue de l'Industrie 10, Florine Hagon, wonende te 6040 Charleroi (Jumet), rue Mon Plaisir 22, André Gilliard, wonende te 6040 Charleroi (Jumet), rue du Carrosse 14, Gérardo Pontin en Dominique Cavillot, handelend uit eigen naam en in hun hoedanigheid van wettelijk vertegenwoordiger van hun zoon Alessio Pontin, Bartholoméo Pontin en Aldolino Pontin, wonende te 6230 Pont-à-Celles, rue de la Liberté 76, Christian Anciaux, wonende te 6220 Fleurus (Wangenes), rue du Bosquet 80, André Tobie en Françoise Overlo, wonende te 6041 Charleroi (Gosselies), rue de Jumet 108, Léon L'Hoir, wonende te 6043 Charleroi (Ransart), place Delhaize 6, en Bernard Page, wonende te 6043 Charleroi (Ransart), rue René Delhaize 47.

(...)

II. In rechte

(...)

Ten aanzien van het bestreden decreet

B.1. De artikelen 7 tot 9 van het decreet van het Waalse Gewest van 17 juli 2008 « betreffende enkele vergunningen waarvoor er dringende redenen van algemeen belang bestaan » bepalen :

« Art. 7. De vergunning die volgt en waarvoor de dringende redenen van algemeen belang aangetoond zijn, wordt geratificeerd :

- wat betreft de handelingen en werken voor de aanleg van de infrastructures en onthaalgebouwen van de gewestelijke luchthavens, het ministerieel besluit van 16 september 2003 afgeleverd door de gemachtigd ambtenaar van het Directoraat-generaal Ruimtelijke Ordening, Wonen en Erfgoed van Charleroi aan de NV SOWAER strekkende tot de uitvoering van overwelvingswerkzaamheden op de Tintia en de wijziging van het bodemreliëf in het noordoostelijk deel van het luchthavengebied.

Art. 8. De vergunning die volgt en waarvoor de dringende redenen van algemeen belang aangetoond zijn, wordt geratificeerd :

- wat betreft de handelingen en werken voor de aanleg van de infrastructures en onthaalgebouwen van de gewestelijke luchthavens, het ministerieel besluit van 25 juli 2005 betreffende globale verstrekt aan NV SOWAER voor de luchthaven Charleroi-Brussels South (luchthavenstation (3 000 000 passagiers/jaar), voertuigenparkings (1 600 plaatsen op de begane grond en 1 000 plaatsen op de verdiepingen), toegangswegen tot die parkings, banen voor het verkeer van vliegtuigen, vliegtuigparkeerplaatsen verbonden aan het luchthavenstation, waterzuiveringsstation, technische gebouwen, oliepark (opslag van 2 430 m³ kerosine en 30 m³ brandstof voor wegverkeer) en opening van nieuwe gemeentewegen).

Art. 9. De vergunning die volgt en waarvoor de dringende redenen van algemeen belang aangetoond zijn, wordt geratificeerd :

- wat betreft de handelingen en werken voor de aanleg van de infrastructures en onthaalgebouwen van de gewestelijke luchthavens, het ministerieel besluit van 27 juli 2005 betreffende de milieuvergunning verstrekt aan de NV SOWAER voor de uitbating van de luchthaven Charleroi-Brussels South ».

Ten aanzien van de ontvankelijkheid *ratione temporis*

B.2.1. Het beroep tot vernietiging is ingediend op grond van artikel 4, tweede lid, van de bijzondere wet van 6 januari 1989 op het Grondwettelijk Hof, dat bepaalt :

« Voor de Ministerraad, voor de Regering van een Gemeenschap of van een Gewest, voor de voorzitters van de wetgevende vergaderingen op verzoek van twee derde van hun leden of voor iedere natuurlijke persoon of rechtspersoon die doet blijken van een belang staat een nieuwe termijn van zes maanden open voor het instellen van een beroep tot vernietiging tegen een wet, een decreet of een in artikel 134 van de Grondwet bedoelde regel, wanneer het Hof, uitspraak doende op een prejudiciële vraag, verklaard heeft dat die wet, dat decreet of die in artikel 134 van de Grondwet bedoelde regel een van de in artikel 1 bedoelde regels of artikelen van de Grondwet schendt. De termijn gaat respectievelijk in op de datum van de kennisgeving van het door het Hof gewezen arrest aan, al naar het geval, de Eerste Minister en de voorzitters van de Regeringen en aan de voorzitters van de wetgevende vergaderingen, of op de datum van de bekendmaking van het arrest in het *Belgisch Staatsblad* ».

B.2.2. Bij zijn arrest nr. 144/2012 van 22 november 2012 heeft het Hof voor recht gezegd dat de in B.1 weergegeven bepalingen de artikelen 10 en 11 van de Grondwet schenden, in samenhang gelezen met de artikelen 2, lid 2, en 9, lid 2, van het Verdrag van Aarhus, ondertekend op 25 juni 1998, « betreffende toegang tot informatie, inspraak bij besluitvorming en toegang tot de rechter inzake milieuaangelegenheden » en met de artikelen 1, lid 5, en 10bis van de richtlijn 85/337/EEG van de Raad van 27 juni 1985 « betreffende de milieu-effectbeoordeling van bepaalde openbare en particuliere projecten » (thans de artikelen 2, lid 4, en 11 van de richtlijn 2011/92/EU van het Europees Parlement en de Raad van 13 december 2011 « betreffende de milieueffectbeoordeling van bepaalde openbare en particuliere projecten »).

Dat arrest is bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* van 23 januari 2013.

B.2.3. Het beroep is ontvankelijk *ratione temporis*.

Ten gronde

B.3. Het middel is afgeleid uit de schending van de artikelen 10 en 11 van de Grondwet, in samenhang gelezen met de artikelen 2, lid 2, en 9, lid 2, van het Verdrag van Aarhus, ondertekend op 25 juni 1998, « betreffende toegang tot informatie, inspraak bij besluitvorming en toegang tot de rechter inzake milieuaangelegenheden » en met de artikelen 1, lid 5, en 10bis van de richtlijn 85/337/EEG van de Raad van 27 juni 1985 « betreffende de milieu-effectbeoordeling van bepaalde openbare en particuliere projecten » (thans de artikelen 2, lid 4, en 11 van de richtlijn 2011/92/EU van het Europees Parlement en de Raad van 13 december 2011 « betreffende de milieueffectbeoordeling van bepaalde openbare en particuliere projecten »).

B.4.1. Krachtens artikel 142 van de Grondwet en artikel 1 van de bijzondere wet van 6 januari 1989 op het Grondwettelijk Hof is het Hof bevoegd om de overeenstemming te toetsen van wetskrachtige normen met de regels die de bevoegdheden verdelen tussen de federale Staat, de gemeenschappen en de gewesten, alsmede de bestaanbaarheid ervan met de artikelen van titel II « De Belgen en hun rechten » en de artikelen 170, 172 en 191 van de Grondwet.

Daaruit volgt dat het Hof met name bevoegd is om te onderzoeken of de decreetgever de waarborgen vervat in de artikelen 10 en 11 van de Grondwet in verband met het beginsel van gelijkheid en niet-discriminatie heeft geschonden. Het Hof is eveneens bevoegd om bij zijn toetsing van wetskrachtige normen aan de voormelde referentienormen te onderzoeken of de ter toetsing voorgelegde bepalingen bestaanbaar zijn met voor België bindende normen van internationaal recht en van het recht van de Europese Unie waarvan de schending in samenhang met de voormelde grondwetsbepalingen wordt aangevoerd, zoals te dezen artikel 3, lid 9, en artikel 9, leden 2 tot 4, van het Verdrag van Aarhus en artikel 10bis van richtlijn 85/337/EEG.

B.4.2. Artikel 3, lid 9, van het Verdrag van Aarhus bepaalt :

« Binnen het toepassingsgebied van de relevante bepalingen van dit Verdrag heeft het publiek toegang tot informatie, heeft het de mogelijkheid van inspraak in besluitvorming en heeft het toegang tot de rechter inzake milieuaangelegenheden zonder discriminatie op grond van staatsburgerschap, nationaliteit of woonplaats en, in het geval van een rechtspersoon, zonder discriminatie op grond van de plaats van de statutaire zetel of een feitelijk middelpunt van de activiteiten ».

B.4.3. Artikel 9, leden 2 tot 4, van hetzelfde Verdrag bepaalt :

« 2. Elke Partij waarborgt, binnen het kader van haar nationale wetgeving, dat leden van het betrokken publiek

a) die een voldoende belang hebben

dan wel

b) stellen dat inbreuk is gemaakt op een recht, wanneer het bestuursprocesrecht van een Partij dit als voorwaarde stelt,

toegang hebben tot een herzieningsprocedure voor een rechterlijke instantie en/of een ander bij wet ingesteld onafhankelijk en onpartijdig orgaan, om de materiële en formele rechtmatigheid te bestrijden van enig besluit, handelen of nalaten vallend onder de bepalingen van artikel 6 en, wanneer het nationale recht hierin voorziet en onverminderd het navolgende derde lid, andere relevante bepalingen van dit Verdrag.

Wat een voldoende belang en een inbreuk op een recht vormt wordt vastgesteld in overeenstemming met de eisen van nationaal recht en strokend met het doel aan het betrokken publiek binnen het toepassingsgebied van dit Verdrag ruim toegang tot de rechter te verschaffen. Hiertoe wordt het belang van elke niet-gouvernementele organisatie die voldoet aan de in artikel 2, vijfde lid, gestelde eisen voldoende geacht in de zin van het voorgaande onderdeel a). Dergelijke organisaties worden tevens geacht rechten te hebben waarop inbreuk kan worden gemaakt in de zin van het voorgaande onderdeel b).

De bepalingen van dit tweede lid sluiten niet de mogelijkheid uit van een herzieningsprocedure voor een bestuursrechtelijke instantie en laten onverlet de eis van het uitputten van de bestuursrechtelijke beroepsprocedure alvorens over te gaan tot rechterlijke herzieningsprocedures, wanneer die eis bestaat naar nationaal recht.

3. Aanvullend op en onverminderd de in het voorgaande eerste en tweede lid bedoelde herzieningsprocedures, waarborgt elke Partij dat leden van het publiek, wanneer zij voldoen aan de eventuele in haar nationale recht neergelegde criteria, toegang hebben tot bestuursrechtelijke of rechterlijke procedures om het handelen en nalaten van privé-personen en overheidsinstanties te betwisten die strijdig zijn met bepalingen van haar nationale recht betreffende het milieu.

4. Aanvullend op en onverminderd het voorgaande eerste lid, voorzien de in het voorgaande eerste, tweede en derde lid bedoelde procedures in passende en doeltreffende middelen, met inbegrip van, zo nodig, een dwangmiddel tot rechtsherstel en zijn zij billijk, snel en niet onevenredig kostbaar. Beslissingen ingevolge dit artikel zijn schriftelijk of worden schriftelijk vastgelegd. Beslissingen van rechterlijke instanties, en waar mogelijk van andere organen, zijn voor het publiek toegankelijk ».

B.4.4. Artikel 10bis van de voormelde richtlijn 85/337/EEG bepaalde :

« De lidstaten zorgen ervoor dat, in overeenstemming met het toepasselijke nationale rechtstelsel, leden van het betrokken publiek die :

a) een voldoende belang hebben, dan wel

b) stellen dat inbreuk is gemaakt op een recht, wanneer het bestuursprocesrecht van een lidstaat dit als voorwaarde stelt,

in beroep kunnen gaan bij een rechtbank of een ander bij wet ingesteld onafhankelijk en onpartijdig orgaan om de materiële of formele rechtmatigheid van enig besluit, handelen of nalaten vallend onder de bepalingen betreffende de inspraak van het publiek van deze richtlijn aan te vechten.

De lidstaten bepalen in welk stadium de besluiten, handelingen of nalatigheden kunnen worden aangevochten.

Wat een voldoende belang dan wel een inbreuk op een recht vormt, wordt bepaald door de lidstaten in het licht van de doelstelling om het publiek een ruime toegang tot de rechter te verlenen. Te dien einde wordt het belang van een niet-gouvernementele organisatie die voldoet aan de vereisten van artikel 1, lid 2, geacht voldoende te zijn in de zin van punt a) van dit artikel. Tevens worden die organisaties geacht rechten te hebben waarop inbreuk kan worden gemaakt in de zin van punt b) van dit artikel.

De bepalingen van dit artikel sluiten een toetsingsprocedure in eerste instantie bij een bestuursrechtelijke instantie niet uit en doen niet af aan de eis dat de bestuursrechtelijke toetsingsprocedures doorlopen moeten zijn alvorens beroep bij een rechterlijke instantie kan worden ingesteld, wanneer die eis bestaat naar nationaal recht.

Een dergelijke procedure moet eerlijk, billijk en snel zijn en mag niet buitensporig kostbaar zijn.

Ter verhoging van de effectiviteit van het bepaalde in dit artikel dragen de lidstaten er zorg voor dat het publiek praktische informatie wordt verstrekt over toegang tot beroepsprocedures bij bestuursrechtelijke en rechterlijke instanties ».

B.4.5. De richtlijn 85/337/EEG werd ingetrokken bij artikel 14 van de richtlijn 2011/92/EU van het Europees Parlement en de Raad van 13 december 2011 « betreffende de milieueffectbeoordeling van bepaalde openbare en particuliere projecten ». Artikel 11 van die richtlijn herhaalt evenwel in essentie de inhoud van artikel 10bis van de voormelde richtlijn 85/337/EEG vermits het bepaalt :

« 1. De lidstaten zorgen ervoor dat, in overeenstemming met het toepasselijke nationale rechtstelsel, leden van het betrokken publiek die :

a) een voldoende belang hebben, dan wel

b) stellen dat inbreuk is gemaakt op een recht, wanneer het bestuursprocesrecht van een lidstaat dit als voorwaarde stelt,

in beroep kunnen gaan bij een rechtbank of een ander bij wet ingesteld onafhankelijk en onpartijdig orgaan om de materiële of formele rechtmatigheid van enig besluit, handelen of nalaten vallend onder de bepalingen betreffende de inspraak van het publiek van deze richtlijn aan te vechten.

2. De lidstaten bepalen in welk stadium een besluit, handelen of nalaten kan worden aangevochten.

3. Wat een voldoende belang dan wel een inbreuk op een recht vormt, wordt bepaald door de lidstaten in het licht van de doelstelling om het publiek een ruime toegang tot de rechter te verlenen. Te dien einde wordt het belang van een niet-gouvernementele organisatie die voldoet aan de vereisten van artikel 1, lid 2, geacht voldoende te zijn in de zin van lid 1, onder a), van dit artikel. Tevens worden die organisaties geacht rechten te hebben waarop inbreuk kan worden gemaakt in de zin van lid 1, onder b), van dit artikel.

4. De bepalingen van dit artikel sluiten een toetsingsprocedure in eerste instantie bij een bestuursrechtelijke instantie niet uit en doen niet af aan de eis dat de bestuursrechtelijke toetsingsprocedures doorlopen moeten zijn alvorens beroep bij een rechterlijke instantie kan worden ingesteld, wanneer die eis bestaat naar nationaal recht.

Een dergelijke procedure moet eerlijk, billijk en snel zijn en mag niet buitensporig kostbaar zijn.

5. Ter verhoging van de effectiviteit van het bepaalde in dit artikel dragen de lidstaten er zorg voor dat het publiek praktische informatie wordt verstrekt over toegang tot beroepsprocedures bij bestuursrechtelijke en rechterlijke instanties ».

B.5.1. Die Europese en internationale bepalingen vereisen dat de rechtmatigheid van de vergunningen die onder het toepassingsgebied ervan vallen, in beginsel ten gronde en wat de gevolgde procedure betreft, kan worden getoetst door een rechtcollege of door enig ander onafhankelijk en onpartijdig orgaan.

B.5.2. Met zijn arrest nr. 30/2010 van 30 maart 2010 heeft het Hof aan het Hof van Justitie van de Europese Unie vragen gesteld over de interpretatie die aan die bepalingen dient te worden gegeven.

Bij zijn arrest van 16 februari 2012, C-182/10, *Solvay e.a.*, heeft het Hof van Justitie geantwoord :

« 45. Uit artikel 2, lid 2, van het Verdrag van Aarhus, gelezen in samenhang met de artikelen 6 en 9 ervan, alsmede uit artikel 1, lid 5, van richtlijn 85/337 blijkt dat noch dit verdrag noch deze richtlijn van toepassing is op projecten die worden aangenomen bij een wetgevingshandeling die voldoet aan de in punt 31 van dit arrest genoemde voorwaarden (zie arrest *Boxus e.a.*, reeds aangehaald, punt 50).

46. Met betrekking tot andere projecten, dat wil zeggen projecten die worden aangenomen bij een andere dan een wetgevingshandeling of bij een wetgevingshandeling die deze voorwaarden niet vervult, volgt reeds uit de bewoordingen van artikel 9, lid 2, van het Verdrag van Aarhus en artikel 10bis van richtlijn 85/337 dat de lidstaten dienen te voorzien in een beroepsmogelijkheid bij een rechterlijke instantie of een ander bij wet ingesteld onafhankelijk en onpartijdig orgaan om de materiële of formele rechtmatigheid aan te vechten van enig besluit, handelen of nalaten dat binnen de werkingssfeer van artikel 6 van het Verdrag van Aarhus of van richtlijn 85/337 valt (zie arrest *Boxus e.a.*, punt 51).

47. Op grond van hun procedurele autonomie en mits zij het gelijkwaardigheids- en het effectiviteitsbeginsel eerbiedigen, beschikken de lidstaten bij de uitvoering van artikel 9, lid 2, van het Verdrag van Aarhus en artikel 10bis van richtlijn 85/337 over speelruimte. Met name is het hun zaak te bepalen welke rechterlijke instantie of welk bij wet ingesteld onafhankelijk en onpartijdig orgaan bevoegd is om kennis te nemen van de in die bepalingen bedoelde beroepen en volgens welke procedureregels uitspraak wordt gedaan, voor zover de voormelde bepalingen in acht zijn genomen (zie arrest *Boxus e.a.*, punt 52).

48. Artikel 9 van het Verdrag van Aarhus en artikel 10bis van richtlijn 85/337 zouden evenwel ieder nuttig effect verliezen wanneer het enkele feit dat een project wordt vastgesteld bij een wetgevingshandeling die niet aan de in punt 31 van dit arrest genoemde voorwaarden voldoet, meebrengt dat tegen deze handeling geen enkele beroepsmogelijkheid in de zin van die bepalingen openstaat om de materiële of formele rechtmatigheid ervan aan te vechten (zie arrest *Boxus e.a.*, punt 53) ».

B.5.3. De bekrachtigingen vervat in de artikelen 7 tot 9 van het bestreden decreet verlenen retroactief kracht van wet aan enkele specifieke vergunningen die door de administratieve overheid werden verleend. Die bepalingen hebben dus tot gevolg dat ze aan de Raad van State de beroepen tot nietigverklaring onttrekken die tegen die vergunningen zijn ingesteld. Enkel het Grondwettelijk Hof is bevoegd om kennis te nemen van een beroep tot vernietiging of een vordering tot schorsing ervan.

Het Hof is echter niet bevoegd om een exhaustieve materiële en formele toetsing uit te voeren van de handelingen ter voorbereiding van de bekrachtiging of de aanneming van de in het geding zijnde vergunningen, zelfs aan de regels van internationaal en Europees recht die vervat zijn in het Verdrag van Aarhus of in de richtlijn 85/337/EEG.

Hoewel het Hof, via de artikelen 10 en 11 van de Grondwet, erop toeziet dat de wetgever zijn verplichting van voorafgaande aanmelding bij de Europese Commissie in acht neemt, kan het, wanneer de schending van die verplichting, ten aanzien van het recht van de Europese Unie, een fundamentele procedurefout vormt, de bevoegdheden die door de Grondwetgever en de bijzondere wetgever aan het Hof werden toegewezen, niet uitbreiden zodat ze een dergelijke formele toetsing overstijgen, en zelf de materiële toetsing uitvoeren van de inachtname van de procedureregels in milieuaangelegenheden die voorafgaan aan de aanneming van de bestreden wetgevingshandeling.

B.5.4. De omvang van de toetsing door het Grondwettelijk Hof kan bijgevolg niet worden gelijkgesteld met die van de toetsing door de Raad van State, zodat de bevoegdheid van het Hof zoals die voortvloeit uit de Grondwet en uit de bijzondere wet van 6 januari 1989 op het Grondwettelijk Hof, niet volstaat om te voldoen aan de vereisten inzake rechterlijke toetsing, wanneer de projecten binnen de werkingssfeer van het Verdrag van Aarhus en van de richtlijn 85/337/EEG vallen.

B.6.1. De categorie van burgers aan wie die vergunningen nadeel berokkenen, wordt dus op verschillende wijze behandeld ten opzichte van de andere burgers wat de jurisdictionele waarborg betreft die bij artikel 159 van de Grondwet, artikel 13 van het Europees Verdrag voor de rechten van de mens (met name in het kader van de bij de artikelen 6, 8 en 14 ervan gewaarborgde rechten) en bij artikel 14 van de gecoördineerde wetten op de Raad van State is toegekend, aangezien die vergunningen niet meer het voorwerp kunnen uitmaken van een beroep tot nietigverklaring voor een rechter die, zoals de Raad van State, beschikt over een toetsingsbevoegdheid die zich uitstrekt tot zowel de grond van de bestreden vergunning als de procedure voorafgaand aan de aanneming ervan.

Een dergelijk verschil in behandeling is discriminerend, behalve indien het op een wettige doelstelling berust en redelijk is verantwoord.

B.6.2. In de memorie van toelichting bij het ontwerpdecreet werd gepreciseerd :

« De doelstelling die wordt nagestreefd met de ontworpen decreetsbepalingen met betrekking tot de gewestelijke vergunningen bestaat erin de bekrachtiging door het Waals Parlement mogelijk te maken van bepaalde vergunningen uitgereikt door de gemachtigd ambtenaar of gezamenlijk door de gemachtigd ambtenaar en de technisch ambtenaar of, op beroep, door de Regering. Sinds verscheidene jaren merkt men immers een groeiende belangstelling van het Waals Parlement voor de opvolging van dossiers die het plaatselijk belang overstijgen. De talrijke parlementaire vragen die worden gesteld en de talrijke interpellaties die in het Parlement worden gehouden over het stadium van onderzoek van de vergunningsaanvragen voor diverse projecten getuigen daarvan.

[...]

Indien de verandering van bevoegd rechtcollege in die zin zou moeten worden gezien dat zij een verschil in behandeling onder de omwonenden met zich meebrengt naargelang een gemeenschappelijk project dan wel een project waarvoor er dringende redenen van algemeen belang bestaan op hen betrekking heeft - *quod non* -, zou dat verschil verantwoord zijn door het objectieve verschil tussen de aanvragen voor gemeenschappelijke vergunningen en de aanvragen voor vergunningen voor dat type project.

De projecten waarvoor er dringende redenen van algemeen belang bestaan verschillen immers per definitie van de gemeenschappelijke projecten in zoverre zij projecten van algemeen belang zijn. Er bestaan immers objectieve criteria die maken dat een project al dan niet van algemeen belang is en die, ten aanzien van het Waalse Gewest, te maken hebben met het sociale of economische karakter ervan, dan wel met het karakter ervan op het vlak van energie, mobiliteit, patrimonium of milieu.

[...]

De wil van de Regering bestaat erin het Waals Parlement te betrekken bij haar beleid inzake duurzame ontwikkeling van het Waalse grondgebied. Daartoe wil zij de rol van het Waals Parlement, wat de besluitvorming met betrekking tot projecten betreft, niet beperken tot de mogelijkheid van parlementaire vragen en interpellaties alleen. Daarbij gaat het erom het Waals Parlement bij de besluitvorming te betrekken door het Parlement de bevoegdheid toe te kennen de bekrachtiging van uitgereikte vergunningen te weigeren » (*Parl. St.*, Waals Parlement, 2007-2008, nr. 805/1, pp. 1 tot 7).

Tijdens de commissiebesprekingen werd voorts gepreciseerd :

« Men mag evenmin vergeten dat de werkelijke doelstelling van de tekst erin bestaat bepaalde ' verzande ' dossiers, vandaag 13 in getal en morgen misschien meer, uit de procedurele impasse te halen.

[...]

Dhr. [...] merkt het hiaat op dat bestaat tussen de nagestreefde doelstelling die wordt voorgesteld in de memorie van toelichting, enerzijds, en de doelstelling zoals zij blijkt uit de herhaalde verklaringen van de minister in de media, waar hoofdzakelijk sprake ervan is de beroepen bij de Raad van State te beperken, anderzijds. Daarbij dient een enorme hypocrisie te worden aangeklaagd; in de memorie van toelichting heeft men durven te schrijven dat ' in tegenstelling met wat de CWEDD (Waalse milieuraad voor duurzame ontwikkeling) beweert, in de ontworpen tekst het niet erom gaat een vermindering van het aantal contentieuze beroepen te beogen ', terwijl overal in de pers slechts daarvan sprake is : de beroepen vermijden » (*Parl. St.*, Waals Parlement, 2007-2008, nr. 805/5, pp. 10 en 16).

Voorts werd onderstreept dat het bestreden decreet « het mogelijk » moest « maken de sereniteit in bepaalde dossiers terug te vinden » (*ibid.*, p. 12) waarbij wordt vermeden dat « vanuit het decreet WWROSPE of het milieudecreet, interpretaties door het rechtcollege waarbij beroepen zijn ingesteld, [...] het algemeen belang in gevaar brengen ». Het werd aldus noodzakelijk geacht « dat op hol slaan van de procedure waarbij de Raad van State de decreten op extreme wijze interpreteert, te stoppen » (*ibid.*, p. 16).

De minister verduidelijkte voorts :

« [...] de protesten hebben niet zozeer betrekking op de procedure, maar op het feit dat de protesteerdere niet willen dat een vergunning wordt uitgereikt, om redenen die met een persoonlijk belang te maken hebben. Hij citeert in dat verband het voorbeeld van de vallei van de Hain en wijst erop dat de protesteerdere niet van een dergelijk zuiveringsstation wil horen spreken, reden waarom hij om het even welk motief zoekt dat hem de mogelijkheid zou bieden de installatie ervan te beletten. Hij gaat ervan uit dat het daarbij gaat om een strijd waarbij het particulier belang en het algemeen belang tegenover elkaar worden geplaatst. Dhr. minister wijst erop dat hij de vergunning kan verlenen, maar dat het Parlement, natuurlijke behoeder van het gewestelijk belang, zonder betwisting het meest geschikt is om het bestaan van het gewestelijk belang te bevestigen.

[...]

Dhr. minister verzoekt zijn tegenstanders te zweren dat zij in de toekomst dat ontwerpdecreet nooit zullen gebruiken omdat zij dat niet nodig zouden hebben. Volgens dhr. minister kan niemand iets dergelijks zeggen aangezien zelfs de mandatarissen van de oppositie bij dat ontwerpdecreet belang hebben, bewust als ze zijn van het NIMBY-fenomeen en van het feit dat de voorrang dient te worden gegeven aan het algemeen belang ten opzichte van het particulier belang van één persoon » (*ibid.*, pp. 31-32).

B.6.3. Uit het voorgaande blijkt dat de decreetgever, door het bestreden decreet aan te nemen, tot doel had de parlementsleden te betrekken bij het aannemen van bepaalde vergunningen waarvoor er dringende redenen van algemeen belang bestaan, teneinde een grotere democratische legitimiteit eraan te verlenen en een grotere rechtszekerheid te waarborgen voor de belangrijke bouwplaatsen die daarvan het voorwerp waren.

B.7. Artikel 2, lid 2, van het Verdrag van Aarhus bepaalt dat de organen of instellingen die optreden in een rechterlijke of wetgevende hoedanigheid niet kunnen worden gelijkgesteld met « overheidsinstanties » in de zin van het Verdrag.

Artikel 1, lid 5, van de voormelde richtlijn 85/337/EEG bepaalde :

« Deze richtlijn is niet van toepassing op projecten die in detail worden aangenomen via een specifieke nationale wet, aangezien de doelstellingen die met de onderhavige richtlijn worden nagestreefd, met inbegrip van de verstrekking van gegevens, dan worden bereikt via de wetgevingsprocedure ».

Artikel 1, lid 4, van de voormelde richtlijn 2011/92/EU herhaalt die bepaling.

B.8.1. Door het Hof ondervraagd over de draagwijdte van artikel 2, lid 2, van het Verdrag van Aarhus en artikel 1, lid 5, van de richtlijn 85/337/EEG, heeft het Hof van Justitie geoordeeld :

« 30. Artikel 1, lid 5, van richtlijn 85/337 houdt in dat deze richtlijn, wanneer de doelstellingen ervan, met inbegrip van de verstrekking van gegevens, via een wetgevingsprocedure worden bereikt, niet van toepassing is op het betrokken project (zie arrest van 19 september 2000, *Linster*, C-287/98, *Jurispr.* blz. I-6917, punt 51, en arrest *Boxus e.a.*, reeds aangehaald, punt 36).

31. Deze bepaling stelt de uitsluiting van een project van de werkingssfeer van richtlijn 85/337 afhankelijk van twee voorwaarden. De eerste voorwaarde is, dat het project in detail wordt aangenomen via een specifieke wet. De tweede voorwaarde is, dat de doelstellingen van deze richtlijn, daaronder begrepen die van de verstrekking van gegevens, via de wetgevingsprocedure worden bereikt (zie arrest van 16 september 1999, *WWF e.a.*, C-435/97, *Jurispr.* blz. I-5613, punt 57, en arrest *Boxus e.a.*, punt 37).

32. De eerste voorwaarde impliceert om te beginnen dat het project via een specifieke wetgevingshandeling wordt vastgesteld. Dienaangaande zij erop gewezen dat de begrippen ' project ' en ' vergunning ' in artikel 1, lid 2, van richtlijn 85/337 worden omschreven. Bijgevolg valt een wetgevingshandeling houdende vaststelling van een project slechts binnen de werkingssfeer van artikel 1, lid 5, van deze richtlijn, wanneer zij specifiek is en dezelfde kenmerken als een dergelijke vergunning heeft. De wetgevingshandeling moet met name de opdrachtgever het recht geven om het project uit te voeren (zie reeds aangehaalde arresten *WWF e.a.*, punt 58, en *Boxus e.a.*, punt 38).

33. Verder moet het project tot in detail - dat wil zeggen voldoende nauwkeurig en definitief - worden vastgesteld, zodat de wetgevingshandeling tot vaststelling ervan, net als een vergunning, alle door de wetgever in aanmerking genomen onderdelen moet omvatten die relevant zijn voor de beoordeling van de milieueffecten (zie arresten *WWF e.a.*, punt 59, en *Boxus e.a.*, punt 39). Uit de wetgevingshandeling moet dus blijken dat de doelstellingen van richtlijn 85/337 in het geval van het betrokken project zijn bereikt (zie reeds aangehaalde arresten *Linster*, punt 56, en *Boxus e.a.*, punt 39).

34. Uit het voorgaande volgt dat een wetgevingshandeling niet kan worden geacht een project in detail te hebben aangenomen in de zin van artikel 1, lid 5, van richtlijn 85/337, wanneer zij niet ziet op alle onderdelen van het project die nodig zijn om de milieueffecten te beoordelen, of de vaststelling van andere handelingen vergt om de opdrachtgever het recht te geven het project te verwezenlijken (zie arresten *WWF e.a.*, punt 62; *Linster*, punt 57, en *Boxus e.a.*, punt 40).

35. Aangaande de tweede voorwaarde blijkt uit artikel 2, lid 1, van richtlijn 85/337 dat de belangrijkste doelstelling van richtlijn 85/337 is, dat de projecten die een aanzienlijk milieueffect kunnen hebben, met name gezien hun aard, omvang of ligging, vóór de verlening van de vergunning worden onderworpen aan een beoordeling van die effecten (zie arresten *Linster*, punt 52, en *Boxus e.a.*, punt 41).

36. De vijfde overweging van de considerans van richtlijn 85/337 preciseert voorts dat de beoordeling dient plaats te vinden aan de hand van passende informatie die door de opdrachtgever wordt verstrekt en eventueel wordt aangevuld door de autoriteiten en het publiek voor wie het project gevolgen kan hebben (zie arresten *WWF e.a.*, punt 61; *Linster*, punt 53, en *Boxus e.a.*, punt 42).

37. Bijgevolg dient de wetgever, wanneer het project wordt aangenomen, over voldoende informatie te beschikken. Ingevolge artikel 5, lid 3, van richtlijn 85/337 en bijlage IV daarbij moet de door de opdrachtgever te verstrekken informatie ten minste een beschrijving van het project bevatten, met informatie omtrent vestigingsplaats, aard en omvang van het project, een beschrijving van de beoogde maatregelen om aanzienlijke nadelige effecten te vermijden, te beperken en zo mogelijk te verhelpen, en de nodige gegevens om de vermoedelijke significante milieueffecten van het project te kunnen bepalen en beoordelen (zie arresten *Linster*, punt 55, en *Boxus e.a.*, punt 43).

38. Gelet op de kenmerken van procedures ter goedkeuring van een ontwerp in meerdere fasen, verzet richtlijn 85/337 zich niet ertegen dat één enkel project wordt goedgekeurd bij twee handelingen van nationaal recht, die samen als een vergunning in de zin van artikel 1, lid 2, ervan worden beschouwd (zie in die zin arrest van 4 mei 2006, *Commissie/Verenigd Koninkrijk*, C-508/03, *Jurispr.* blz. I-3969, punt 102). Bijgevolg kan de wetgever bij de vaststelling van de definitieve handeling tot goedkeuring van een project steunen op informatie die in het kader van een voorafgaande administratieve procedure is verzameld (zie arrest *Boxus e.a.*, punt 44).

39. Het bestaan van een dergelijke administratieve procedure kan evenwel niet ertoe leiden dat een project kan worden geacht overeenkomstig artikel 1, lid 5, van richtlijn 85/337 in detail bij een specifieke wet te zijn aangenomen, wanneer die wet niet de twee in punt 31 van het onderhavige arrest genoemde voorwaarden vervult. Zoals het Hof heeft geoordeeld in punt 45 van het reeds aangehaalde arrest *Boxus e.a.* kan een wetgevingshandeling die een reeds bestaande bestuurshandeling zuiver en eenvoudig 'ratificeert', en daarbij louter gewag maakt van dringende redenen van algemeen belang zonder dat eerst een wetgevingsprocedure ten gronde is gevoerd om aan die voorwaarden te voldoen, derhalve niet als een specifieke wet in de zin van deze bepaling worden aangemerkt, zodat zij niet volstaat om een project van de werkingssfeer van richtlijn 85/337 uit te sluiten.

40. In het bijzonder kan een wetgevingshandeling die is aangenomen zonder dat de leden van het wetgevingsorgaan over de in punt 37 van het onderhavige arrest vermelde informatie beschikken, niet binnen de werkingssfeer van artikel 1, lid 5, van richtlijn 85/337 vallen (zie arrest *Boxus e.a.*, punt 46).

41. Het staat aan de nationale rechter, uit te maken of deze voorwaarden zijn vervuld. Daarbij moet hij rekening houden zowel met de inhoud van de wetgevingshandeling als met de volledige wetgevingsprocedure die tot de vaststelling ervan heeft geleid, in het bijzonder met de voorbereidende handelingen en de parlementaire debatten (zie arrest *Boxus e.a.*, punt 47).

[...]

43. Derhalve dient op de tweede vraag te worden geantwoord dat artikel 2, lid 2, van het Verdrag van Aarhus en artikel 1, lid 5, van richtlijn 85/337 aldus moeten worden uitgelegd dat van de respectieve werkingssferen van deze teksten enkel projecten zijn uitgesloten die in detail worden aangenomen via een specifieke wet, zodat de met deze teksten nagestreefde doelen via de wetgevingsprocedure zijn bereikt. Het staat aan de nationale rechter om, rekening houdend zowel met de inhoud van de vastgestelde wet als met de volledige wetgevingsprocedure die tot de vaststelling ervan heeft geleid, in het bijzonder met de voorbereidende handelingen en de parlementaire debatten, na te gaan of aan deze twee voorwaarden is voldaan. In dit verband kan een wet die een reeds bestaande bestuurshandeling zuiver en eenvoudig 'ratificeert', en daarbij louter gewag maakt van dringende redenen van algemeen belang zonder dat eerst een wetgevingsprocedure ten gronde is gevoerd om aan die voorwaarden te voldoen, niet als een specifieke wet in de zin van deze bepaling worden aangemerkt, zodat een dergelijke wet niet volstaat om een project van de respectieve werkingssferen van dat verdrag en van die richtlijn uit te sluiten » (HvJ, 16 februari 2012, C-182/10, *Solvay e.a.* voormeld).

B.8.2. Uit dat arrest blijkt dat teneinde te kunnen bepalen of een project dat het voorwerp heeft uitgemaakt van een wetgevingshandeling al dan niet binnen de werkingssfeer valt van de vereisten inzake materiële of formele rechterlijke toetsing bedoeld in artikel 10bis van de richtlijn 85/337/EEG en in herinnering gebracht in B.5.1 en B.5.2, de nationale rechter dient na te gaan of met het project de voorwaarden voor de toepassing van artikel 2, lid 2, van het Verdrag van Aarhus en van artikel 1, lid 5, van de voormelde richtlijn, zoals zij werden vastgelegd door het Hof van Justitie, al dan niet in acht zijn genomen.

De vereisten inzake rechterlijke toetsing zijn immers slechts opgelegd ten aanzien van de projecten die worden aangenomen bij een andere dan een wetgevingshandeling of bij een wetgevingshandeling die de voorwaarden van artikel 2, lid 2, van het Verdrag van Aarhus en van artikel 1, lid 5, van de voormelde richtlijn niet vervult (HvJ, 16 februari 2012, C-182/10, *Solvay e.a.*, punt 46); de specifieke wetgevingshandelingen die beantwoorden aan de voorwaarden van het voormelde arrest *Solvay*, punt 31, ontsnappen aan de voormelde vereisten inzake rechterlijke toetsing.

B.8.3. Uit het voormelde arrest *Solvay e.a.* blijkt dat, om te voldoen aan de voorwaarden van artikel 2, lid 2, van het Verdrag van Aarhus en van artikel 1, lid 5, van de voormelde richtlijn, het project om te beginnen tot in detail moet worden vastgesteld, voldoende nauwkeurig en specifiek, door een wetgevingshandeling die dezelfde kenmerken als een vergunning heeft en die de opdrachtgever toelaat het project uit te voeren, waarbij de wetgever alle onderdelen van het project die relevant zijn voor de beoordeling van de milieueffecten in aanmerking heeft genomen (HvJ, 16 februari 2012, C-182/10, *Solvay e.a.*, punten 32-33).

Bovendien moeten de doelstellingen van de richtlijn inzake milieueffectbeoordeling worden bereikt, met name voor wat betreft de terbeschikkingstelling van informatie door de opdrachtgever, eventueel aangevuld door de autoriteiten en het publiek; daartoe dient de wetgever, wanneer het project wordt aangenomen, over voldoende informatie te beschikken die ten minste (1) een beschrijving van het project bevat, met informatie omtrent vestigingsplaats, aard en omvang van het project, (2) een beschrijving van de beoogde maatregelen om aanzienlijke nadelige effecten te vermijden, te beperken en zo mogelijk te verhelpen, en (3) de nodige gegevens om de vermoedelijke significante milieueffecten van het project te kunnen bepalen en beoordelen (HvJ, 16 februari 2012, C-182/10, *Solvay e.a.*, punten 35-37).

In dat opzicht kan de wetgever steunen op informatie die in het kader van de voorafgaande administratieve procedure is verzameld (HvJ, 16 februari 2012, C-182/10, *Solvay e.a.*, punt 38), maar kan hij niet zich ertoe beperken een reeds bestaande bestuurshandeling zuiver en eenvoudig te «ratificeren», en daarbij louter gewag te maken van dwingende redenen van algemeen belang zonder dat eerst een wetgevingsprocedure ten gronde is gevoerd om aan die voorwaarden te voldoen (HvJ, 16 februari 2012, C-182/10, *Solvay e.a.*, punt 39).

B.9. Hoewel het Hof in beginsel niet bevoegd is om, al was het maar via zijn toetsing van de bestaanbaarheid met de artikelen 10 en 11 van de Grondwet, de parlementaire procedure te controleren aan het eind waarvan een wetgevingshandeling werd aangenomen, dient te worden vastgesteld dat in het onderhavige geval de bevoegdheid om rekening te houden « zowel met de inhoud van de wetgevingshandeling als met de volledige wetgevingsprocedure die tot de vaststelling ervan heeft geleid, in het bijzonder met de voorbereidende handelingen en de parlementaire debatten » (HvJ, 16 februari 2012, C-182/10, *Solvay e.a.*, punt 41) voortvloeit uit de noodzaak de werkingssfeer van de in B.5.1 en B.5.2 vermelde vereisten van het recht van de Europese Unie te bepalen.

Die controle kan dus noch met een materiële toetsing, noch met een procedurele toetsing van de grondwettigheid van wetskrachtige bepalingen worden gelijkgesteld, maar vormt een voorafgaand onderzoek, opgelegd bij het recht van de Europese Unie, van de kwalificatie van de bestreden wetgevingshandeling.

B.10.1. Zoals het Hof in zijn arrest nr. 30/2010 heeft opgemerkt, werd tijdens de aanneming van de artikelen 5 tot 17 van het bestreden decreet aan de parlementsleden slechts een beperkte rol gegeven. Uit de parlementaire voorbereiding van het bestreden decreet blijkt dat hun stem het bestaan van die vergunningen, dat losstaat van de bekrachtiging, niet in het gedrang kon brengen. Het was de parlementsleden overigens verboden de vergunningsaanvraag opnieuw te onderzoeken of de vergunning te wijzigen (*Parl. St.*, Waals Parlement, 2007-2008, nr. 805/5, p. 36). Er werd hun enkel gevraagd zich uit te spreken over het bestaan van een « gewestelijk belang » of van een « aanzienlijk belang » voor het Waalse Gewest (*ibid.*, pp. 6 en 31).

Uit het onderzoek van de parlementaire voorbereiding blijkt dat de parlementsleden zich klaarblijkelijk ertoe hebben beperkt de aan de vergadering voorgelegde projecten zuiver en eenvoudig te « ratificeren », zodat die bepalingen, daar zij noch de vereisten inzake rechterlijke toetsing die zijn vermeld in B.5.1 en B.5.2, noch de voorwaarden inzake een specifieke wetgevingshandeling die in herinnering zijn gebracht in B.7 in acht nemen, dus een schending inhouden van de artikelen 10 en 11 van de Grondwet, in samenhang gelezen met de artikelen 1, lid 5, en 10bis van de richtlijn 85/337/EEG.

B.10.2. Die vaststelling doet geen afbreuk aan het bestaan van een recht van daadwerkelijk beroep, in de zin van artikel 10bis van de voormelde richtlijn 85/337/EEG of van artikel 11 van de voormelde richtlijn 2001/92/EU, tegen de vergunningen die het voorwerp hebben uitgemaakt of hebben kunnen uitmaken van een decreetale bekrachtiging vermits het, aangezien de bestreden artikelen moeten worden vernietigd, aan de Raad van State toekomt toe te zien op de formele en materiële wettigheid van die vergunningen.

B.11. Het middel is gegrond.

Om die redenen,
het Hof

vernietigt de artikelen 7 tot 9 van het decreet van het Waalse Gewest van 17 juli 2008 betreffende enkele vergunningen waarvoor er dringende redenen van algemeen belang bestaan.

Aldus uitgesproken in het Frans, het Nederlands en het Duits, overeenkomstig artikel 65 van de bijzondere wet van 6 januari 1989 op het Grondwettelijk Hof, op de openbare terechtzitting van 13 februari 2014.

De griffier,
F. Meersschant

De voorzitter,
J. Spreutels

VERFASSUNGSGERICHTSHOF

[2014/201300]

Auszug aus dem Entscheid Nr. 29/2014 vom 13. Februar 2014

Geschäftsverzeichnisnummer 5623

In Sachen: Klage auf Nichtigerklärung der Artikel 7 bis 9 des Dekrets der Wallonischen Region vom 17. Juli 2008 über einige Genehmigungen, für die zwingende Gründe des Allgemeininteresses vorliegen, erhoben von Jean-Luc Abad Gonzalez und anderen.

Der Verfassungsgerichtshof,

zusammengesetzt aus dem Präsidenten J. Spreutels, dem emeritierten Präsidenten M. Bossuyt gemäß Artikel 60bis des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989 über den Verfassungsgerichtshof, und den Richtern E. De Groot, L. Lavrysen, J.-P. Moerman, E. Derycke und P. Nihoul, unter Assistenz des Kanzlers F. Meersschant, unter dem Vorsitz des Präsidenten J. Spreutels,

verkündet nach Beratung folgenden Entscheid:

I. *Gegenstand der Klage und Verfahren*

Mit einer Klageschrift, die dem Gerichtshof mit am 2. April 2013 bei der Post aufgegebenem Einschreibebrief zugesandt wurde und am 4. April 2013 in der Kanzlei eingegangen ist, erhoben infolge des Entscheids des Gerichtshofes Nr. 144/2012 vom 22. November 2012 (veröffentlicht im *Belgischen Staatsblatt* vom 23. Januar 2013) Klage auf Nichtigerklärung der Artikel 7 bis 9 des Dekrets der Wallonischen Region vom 17. Juli 2008 «über einige Genehmigungen, für die zwingende Gründe des Allgemeininteresses vorliegen»: Jean-Luc Abad Gonzalez, wohnhaft in 6040 Charleroi (Jumet), rue Saint-Ghislain 88, Jacques Abrassart und Thérèse Fobelets, wohnhaft in 6043 Charleroi (Ransart), rue René Delhaize 132, Anne-Marie Dubay, wohnhaft in 6040 Charleroi (Jumet), rue Emile Ruiters 5, Jacques Dussart und Claire Descamps, wohnhaft in 6040 Charleroi (Jumet), rue du Carrosse 13A, Aurore Dussart, wohnhaft in 6200 Châtelineau, rue Saint-Géry 17, Andrée Gille, wohnhaft in 6043 Charleroi (Ransart), rue Tayant 25, Philippe Houioux und Catherine Bergere, handelnd in ihrem eigenen Namen und in ihrer Eigenschaft als gesetzliche Vertreter ihrer Kinder Guillaume Houioux und Delphine Houioux, wohnhaft in 6044 Charleroi (Roux), rue des Cloutiers 37, Grégoire Stassin und Augusta Righetti, wohnhaft in 6043 Charleroi (Ransart), rue d'Heppignies 29, Roland Tambuyser und Jacqueline Collard, handelnd in ihrem eigenen Namen und in ihrer Eigenschaft als gesetzliche Vertreter ihres Sohnes Luc Tambuyser, wohnhaft in 6040 Charleroi (Jumet), rue de Saint-Quentin 3, Nadine Dartois, wohnhaft in 6040 Charleroi (Jumet), rue Docteur Picard 27, Thierry Tondeleir, wohnhaft in 6041 Charleroi (Gosselies), rue du Carrosse 14, handelnd in seinem eigenen Namen und in seiner Eigenschaft als gesetzlicher Vertreter seines Sohnes Thomas Tondeleir, Françoise Gomé und Axel Bodson, Chloé Bodson, Julie Bodson und Maxime Bodson, wohnhaft in 6040 Charleroi (Jumet), rue du Masy 33, Robin Bodson, wohnhaft in 6044 Charleroi (Roux), rue de Marchienne 47, Jean Verhoeven, wohnhaft in 6043 Charleroi (Ransart), chaussée de Gosselies 28, Elda Nicolodi, wohnhaft in 6040 Charleroi (Jumet), rue Edouard Anseele 66B, Patrick Cordier und Jocelyne Baudet, wohnhaft in 6040 Charleroi (Jumet), rue aux Fauvettes 5, Ghislain Schotsmans, wohnhaft in 6040 Charleroi, rue de l'Industrie 10, Florine Hagon, wohnhaft in 6040 Charleroi (Jumet), rue Mon Plaisir 22, André Gilliard, wohnhaft in 6040 Charleroi (Jumet), rue du Carrosse 14, Gérardo Pontin und Dominique Cavillot, handelnd in ihrem eigenen Namen und in ihrer Eigenschaft als

gesetzliche Vertreter ihres Sohnes Alessio Pontin, Bartholomé Pontin und Aldolino Pontin, wohnhaft in 6230 Pont-à-Celles, rue de la Liberté 76, Christian Anciaux, wohnhaft in 6220 Fleurus (Wangenies), rue du Bosquet 80, André Tobie und Françoise Overlo, wohnhaft in 6041 Charleroi (Gosselies), rue de Jumet 108, Léon L'Hoir, wohnhaft in 6043 Charleroi (Ransart), place Delhaize 6, und Bernard Page, wohnhaft in 6043 Charleroi (Ransart), rue René Delhaize 47.

(...)

II. Rechtliche Würdigung

(...)

In Bezug auf das angefochtene Dekret

B.1. Die Artikel 7 bis 9 des Dekrets der Wallonischen Region vom 17. Juli 2008 «über einige Genehmigungen, für die zwingende Gründe des Allgemeininteresses vorliegen» bestimmen:

«Art. 7. Die nachfolgende Genehmigung, für die zwingende Gründe des Allgemeininteresses erwiesen sind, wird ratifiziert:

- betreffend die Handlungen und Arbeiten zur Einrichtung der Infrastrukturen und Empfangsgebäude der regionalen Flughäfen, die Städtebaugenehmigung vom 16. September 2003, die der beauftragte Beamte der Generaldirektion der Raumordnung, des Wohnungswesens und des Erbes in Charleroi der SOWAER erteilt hat im Hinblick auf die Ausführung der Arbeiten zur Überwölbung des Tintia und zur Veränderung des Bodenreliefs des nordöstlichen Bereichs der Flughafenzone.

Art. 8. Die nachfolgende Genehmigung, für die zwingende Gründe des Allgemeininteresses erwiesen sind, wird ratifiziert:

- betreffend die Handlungen und Arbeiten zur Einrichtung der Infrastrukturen und Empfangsgebäude der regionalen Flughäfen, der Ministerialerlass vom 25. August 2005 über die Umweltgenehmigung, die der SOWAER für den Flughafen Charleroi-Brüssel Süd erteilt worden ist (Flughafengebäude (3 000 000 Fluggäste/Jahr), Pkw-Parkplätze (1 600 Bodenstellplätze und 1 000 Etagenstellplätze) Zufahrtswege zu diesen Parkplätzen, Wasserstraßen, Flugzeugstellplätze in Verbindung mit den Flughafengebäuden, Abwasserkläranlage, technische Gebäude, Kraftstofflager (für die Lagerung von 2 420 m³ Kerosin und 30 m³ Kraftstoff für Kraftfahrzeuge).

Art. 9. Die nachfolgende Genehmigung, für die zwingende Gründe des Allgemeininteresses erwiesen sind, wird ratifiziert:

- betreffend die Handlungen und Arbeiten zur Einrichtung der Infrastrukturen und Empfangsgebäude der regionalen Flughäfen, der Ministerialerlass vom 27. Juli 2005 über die Umweltgenehmigung, die der SOWAER für den Flughafen Charleroi-Brüssel Süd erteilt worden ist».

In Bezug auf die Zulässigkeit ratione temporis

B.2.1. Eingereicht wurde die Nichtigkeitsklage aufgrund von Artikel 4 Absatz 2 des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989 über den Verfassungsgerichtshof, der bestimmt:

«Eine neue Frist von sechs Monaten für die Einreichung einer Klage auf Nichtigkeitserklärung eines Gesetzes, eines Dekrets oder einer in Artikel 134 der Verfassung erwähnten Regel wird dem Ministerrat, der Regierung einer Gemeinschaft oder einer Region, den Präsidenten der gesetzgebenden Versammlungen auf Antrag von zwei Dritteln ihrer Mitglieder oder jeglicher natürlichen oder juristischen Person, die ein Interesse nachweist, gewährt, wenn der Verfassungsgerichtshof auf eine Vorabentscheidungsfrage hin erklärt hat, dass dieses Gesetz, dieses Dekret oder diese in Artikel 134 der Verfassung erwähnte Regel gegen eine in Artikel 1 erwähnte Regel oder gegen einen in Artikel 1 erwähnten Verfassungsartikel verstößt. Die Frist läuft entweder ab dem Datum der Notifizierung des durch den Verfassungsgerichtshof erlassenen Entscheids je nach Fall an den Premierminister oder an die Präsidenten der Regierungen oder an die Präsidenten der gesetzgebenden Versammlungen oder ab dem Datum der Veröffentlichung des Entscheids im *Belgischen Staatsblatt*».

B.2.2. In seinem Entscheid Nr. 144/2012 vom 22. November 2012 hat der Gerichtshof für Recht erkannt, dass die in B.1 wiedergegebenen Bestimmungen gegen die Artikel 10 und 11 der Verfassung in Verbindung mit Artikel 2 Absatz 2 und Artikel 9 Absatz 2 des am 25. Juni 1998 unterzeichneten Übereinkommens von Aarhus «über den Zugang zu Informationen, die Öffentlichkeitsbeteiligung an Entscheidungsverfahren und den Zugang zu Gerichten in Umweltangelegenheiten» und mit Artikel 1 Absatz 5 und Artikel 10a der Richtlinie 85/337/EWG des Rates vom 27. Juni 1985 «über die Umweltverträglichkeitsprüfung bei bestimmten öffentlichen und privaten Projekten» (nunmehr Artikel 2 Absatz 4 und Artikel 11 der Richtlinie 2011/92/EU des Parlaments und des Rates vom 13. Dezember 2011 «über die Umweltverträglichkeitsprüfung bei bestimmten öffentlichen und privaten Projekten») verstoßen.

Dieser Entscheid wurde im *Belgischen Staatsblatt* vom 23. Januar 2013 veröffentlicht.

B.2.3. Die Klage ist zulässig *ratione temporis*.

Zur Hauptsache

B.3. Der Klagegrund ist abgeleitet aus einem Verstoß gegen die Artikel 10 und 11 der Verfassung in Verbindung mit Artikel 2 Absatz 2 und Artikel 9 Absatz 2 des am 25. Juni 1998 unterzeichneten Übereinkommens von Aarhus «über den Zugang zu Informationen, die Öffentlichkeitsbeteiligung an Entscheidungsverfahren und den Zugang zu Gerichten in Umweltangelegenheiten» und mit Artikel 1 Absatz 5 und Artikel 10a der Richtlinie 85/337/EWG des Rates vom 27. Juni 1985 «über die Umweltverträglichkeitsprüfung bei bestimmten öffentlichen und privaten Projekten» (nunmehr Artikel 2 Absatz 4 und Artikel 11 der Richtlinie 2011/92/EU des Parlaments und des Rates vom 13. Dezember 2011 «über die Umweltverträglichkeitsprüfung bei bestimmten öffentlichen und privaten Projekten»).

B.4.1. Aufgrund von Artikel 142 der Verfassung und Artikel 1 des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989 über den Verfassungsgerichtshof ist der Gerichtshof befugt, die Übereinstimmung von Gesetzesnormen mit den Regeln der Zuständigkeitsverteilung zwischen dem Föderalstaat, den Gemeinschaften und den Regionen sowie ihre Vereinbarkeit mit den Artikeln von Titel II «Die Belgier und ihre Rechte» und den Artikeln 170, 172 und 191 der Verfassung zu kontrollieren.

Daraus ergibt sich, dass der Gerichtshof insbesondere befugt ist zu prüfen, ob der Dekretgeber die in den Artikeln 10 und 11 der Verfassung bezüglich des Grundsatzes der Gleichheit und Nichtdiskriminierung enthaltenen Garantien missachtet hat. Der Gerichtshof ist ebenfalls befugt, bei der Kontrolle der Gesetzesnormen anhand der vorerwähnten Referenznormen zu prüfen, ob die seiner Kontrolle unterbreiteten Bestimmungen mit den Normen des internationalen Rechts und des europäischen Rechts, die für Belgien verbindlich sind und deren Verletzung in Verbindung mit den vorerwähnten Verfassungsbestimmungen geltend gemacht wird, wie im vorliegenden Fall Artikel 3 Absatz 9 und Artikel 9 Absätze 2 bis 4 des Übereinkommens von Aarhus und Artikel 10a der Richtlinie 85/337/EWG.

B.4.2. Artikel 3 Absatz 9 des Übereinkommens von Aarhus bestimmt:

«Im Rahmen der einschlägigen Bestimmungen dieses Übereinkommens hat die Öffentlichkeit Zugang zu Informationen, die Möglichkeit, an Entscheidungsverfahren teilzunehmen, und Zugang zu Gerichten in Umweltangelegenheiten, ohne dabei wegen Staatsangehörigkeit, Volkszugehörigkeit oder Wohnsitz benachteiligt zu werden; eine juristische Person darf nicht aufgrund ihres eingetragenen Sitzes oder aufgrund des tatsächlichen Mittelpunkts ihrer Geschäftstätigkeit benachteiligt werden».

B.4.3. Artikel 9 Absätze 2 bis 4 desselben Übereinkommens bestimmt:

«(2) Jede Vertragspartei stellt im Rahmen ihrer innerstaatlichen Rechtsvorschriften sicher, dass Mitglieder der betroffenen Öffentlichkeit,

(a) die ein ausreichendes Interesse haben oder alternativ

(b) eine Rechtsverletzung geltend machen, sofern das Verwaltungsprozessrecht einer Vertragspartei dies als Voraussetzung erfordert,

Zugang zu einem Überprüfungsverfahren vor einem Gericht und/oder einer anderen auf gesetzlicher Grundlage geschaffenen unabhängigen und unparteiischen Stelle haben, um die materiell-rechtliche und verfahrensrechtliche Rechtmäßigkeit von Entscheidungen, Handlungen oder Unterlassungen anzufechten, für die Artikel 6 und - sofern dies nach dem jeweiligen innerstaatlichen Recht vorgesehen ist und unbeschadet des Absatzes 3 - sonstige einschlägige Bestimmungen dieses Übereinkommens gelten.

Was als ausreichendes Interesse und als Rechtsverletzung gilt, bestimmt sich nach den Erfordernissen innerstaatlichen Rechts und im Einklang mit dem Ziel, der betroffenen Öffentlichkeit im Rahmen dieses Übereinkommens einen weiten Zugang zu Gerichten zu gewähren. Zu diesem Zweck gilt das Interesse jeder nichtstaatlichen Organisation, welche die in Artikel 2 Nummer 5 genannten Voraussetzungen erfüllt, als ausreichend im Sinne des Buchstaben a. Derartige Organisationen gelten auch als Träger von Rechten, die im Sinne des Buchstaben b verletzt werden können.

Absatz 2 schließt die Möglichkeit eines vorangehenden Überprüfungsverfahrens vor einer Verwaltungsbehörde nicht aus und lässt das Erfordernis der Ausschöpfung verwaltungsbehördlicher Überprüfungsverfahren vor der Einleitung gerichtlicher Überprüfungsverfahren unberührt, sofern ein derartiges Erfordernis nach innerstaatlichem Recht besteht.

(3) Zusätzlich und unbeschadet der in den Absätzen 1 und 2 genannten Überprüfungsverfahren stellt jede Vertragspartei sicher, dass Mitglieder der Öffentlichkeit, sofern sie etwaige in ihrem innerstaatlichen Recht festgelegte Kriterien erfüllen, Zugang zu verwaltungsbehördlichen oder gerichtlichen Verfahren haben, um die von Privatpersonen und Behörden vorgenommenen Handlungen und begangenen Unterlassungen anzufechten, die gegen umweltbezogene Bestimmungen ihres innerstaatlichen Rechts verstoßen.

(4) Zusätzlich und unbeschadet des Absatzes 1 stellen die in den Absätzen 1, 2 und 3 genannten Verfahren angemessenen und effektiven Rechtsschutz und, soweit angemessen, auch vorläufigen Rechtsschutz sicher; diese Verfahren sind fair, gerecht, zügig und nicht übermäßig teuer. Entscheidungen nach diesem Artikel werden in Schriftform getroffen oder festgehalten. Gerichtsentscheidungen und möglichst auch Entscheidungen anderer Stellen sind öffentlich zugänglich».

B.4.4. Artikel 10a der vorerwähnten Richtlinie 85/337/EWG bestimmte:

«Die Mitgliedstaaten stellen im Rahmen ihrer innerstaatlichen Rechtsvorschriften sicher, dass Mitglieder der betroffenen Öffentlichkeit, die

a) ein ausreichendes Interesse haben oder alternativ

b) eine Rechtsverletzung geltend machen, sofern das Verwaltungsverfahrensrecht bzw. Verwaltungsprozessrecht eines Mitgliedstaats dies als Voraussetzung erfordert,

Zugang zu einem Überprüfungsverfahren vor einem Gericht oder einer anderen auf gesetzlicher Grundlage geschaffenen unabhängigen und unparteiischen Stelle haben, um die materiellrechtliche und verfahrensrechtliche Rechtmäßigkeit von Entscheidungen, Handlungen oder Unterlassungen anzufechten, für die die Bestimmungen dieser Richtlinie über die Öffentlichkeitsbeteiligung gelten.

Die Mitgliedstaaten legen fest, in welchem Verfahrensstadium die Entscheidungen, Handlungen oder Unterlassungen angefochten werden können.

Was als ausreichendes Interesse und als Rechtsverletzung gilt, bestimmen die Mitgliedstaaten im Einklang mit dem Ziel, der betroffenen Öffentlichkeit einen weiten Zugang zu Gerichten zu gewähren. Zu diesem Zweck gilt das Interesse jeder Nichtregierungsorganisation, welche die in Artikel 1 Absatz 2 genannten Voraussetzungen erfüllt, als ausreichend im Sinne von Absatz 1 Buchstabe a) dieses Artikels. Derartige Organisationen gelten auch als Träger von Rechten, die im Sinne von Absatz 1 Buchstabe b) dieses Artikels verletzt werden können.

Dieser Artikel schließt die Möglichkeit eines vorausgehenden Überprüfungsverfahrens bei einer Verwaltungsbehörde nicht aus und lässt das Erfordernis einer Ausschöpfung der verwaltungsbehördlichen Überprüfungsverfahren vor der Einleitung gerichtlicher Überprüfungsverfahren unberührt, sofern ein derartiges Erfordernis nach innerstaatlichem Recht besteht.

Die betreffenden Verfahren werden fair, gerecht, zügig und nicht übermäßig teuer durchgeführt.

Um die Effektivität dieses Artikels zu fördern, stellen die Mitgliedstaaten sicher, dass der Öffentlichkeit praktische Informationen über den Zugang zu verwaltungsbehördlichen und gerichtlichen Überprüfungsverfahren zugänglich gemacht werden».

B.4.5. Die Richtlinie 85/337/EWG wurde durch Artikel 14 der Richtlinie 2011/92/EU des Europäischen Parlaments und des Rates vom 13. Dezember 2011 «über die Umweltverträglichkeitsprüfung bei bestimmten öffentlichen und privaten Projekten» aufgehoben. Artikel 11 dieser Richtlinie übernimmt jedoch im Wesentlichen den Inhalt von Artikel 10a der vorerwähnten Richtlinie 85/337/EWG, indem er bestimmt:

«(1) Die Mitgliedstaaten stellen im Rahmen ihrer innerstaatlichen Rechtsvorschriften sicher, dass Mitglieder der betroffenen Öffentlichkeit, die

a) ein ausreichendes Interesse haben oder alternativ

b) eine Rechtsverletzung geltend machen, sofern das Verwaltungsverfahrensrecht bzw. Verwaltungsprozessrecht eines Mitgliedstaats dies als Voraussetzung erfordert,

Zugang zu einem Überprüfungsverfahren vor einem Gericht oder einer anderen auf gesetzlicher Grundlage geschaffenen unabhängigen und unparteiischen Stelle haben, um die materiellrechtliche und verfahrensrechtliche Rechtmäßigkeit von Entscheidungen, Handlungen oder Unterlassungen anzufechten, für die die Bestimmungen dieser Richtlinie über die Öffentlichkeitsbeteiligung gelten.

(2) Die Mitgliedstaaten legen fest, in welchem Verfahrensstadium die Entscheidungen, Handlungen oder Unterlassungen angefochten werden können.

(3) Was als ausreichendes Interesse und als Rechtsverletzung gilt, bestimmen die Mitgliedstaaten im Einklang mit dem Ziel, der betroffenen Öffentlichkeit einen weiten Zugang zu Gerichten zu gewähren. Zu diesem Zweck gilt das Interesse jeder Nichtregierungsorganisation, welche die in Artikel 1 Absatz 2 genannten Voraussetzungen erfüllt, als ausreichend im Sinne von Absatz 1 Buchstabe a dieses Artikels. Derartige Organisationen gelten auch als Träger von Rechten, die im Sinne von Absatz 1 Buchstabe b dieses Artikels verletzt werden können.

(4) Dieser Artikel schließt die Möglichkeit eines vorausgehenden Überprüfungsverfahrens bei einer Verwaltungsbehörde nicht aus und lässt das Erfordernis einer Ausschöpfung der verwaltungsbehördlichen Überprüfungsverfahren vor der Einleitung gerichtlicher Überprüfungsverfahren unberührt, sofern ein derartiges Erfordernis nach innerstaatlichem Recht besteht.

Die betreffenden Verfahren werden fair, gerecht, zügig und nicht übermäßig teuer durchgeführt.

(5) Um die Effektivität dieses Artikels zu fördern, stellen die Mitgliedstaaten sicher, dass der Öffentlichkeit praktische Informationen über den Zugang zu verwaltungsbehördlichen und gerichtlichen Überprüfungsverfahren zugänglich gemacht werden».

B.5.1. Diese europäischen und internationalen Bestimmungen erfordern, dass die Rechtmäßigkeit der in ihren Anwendungsbereich fallenden Genehmigungen grundsätzlich zur Sache und hinsichtlich des befolgten Verfahrens durch ein Gericht oder irgendein anderes unabhängiges und unparteiisches Organ geprüft werden kann.

B.5.2. In seinem Entscheid Nr. 30/2010 vom 30. März 2010 hat der Verfassungsgerichtshof den Gerichtshof der Europäischen Union zu der Auslegung befragt, die diesen Bestimmungen zu vermitteln ist.

Der Gerichtshof der Europäischen Union hat in seinem Urteil vom 16. Februar 2012 (C-182/10, *Solvay u.a.*) Folgendes geantwortet:

«45. Aus Art. 2 Nr. 2 in Verbindung mit den Art. 6 und 9 des Übereinkommens von Aarhus sowie aus Art. 1 Abs. 5 der Richtlinie 85/337 ergibt sich, dass weder dieses Übereinkommen noch diese Richtlinie auf Projekte Anwendung finden, die durch einen Gesetzgebungsakt genehmigt werden, der die in Randnr. 31 des vorliegenden Urteils aufgeführten Voraussetzungen erfüllt (vgl. Urteil *Boxus u.a.*, Randnr. 50).

46. In Bezug auf andere Projekte, d.h. diejenigen, die entweder durch eine Maßnahme ohne Gesetzescharakter oder durch einen Gesetzgebungsakt genehmigt werden, der diese Voraussetzungen nicht erfüllt, ergibt sich bereits aus dem Wortlaut von Art. 9 Abs. 2 des Übereinkommens von Aarhus und Art. 10a der Richtlinie 85/337, dass die Staaten die Möglichkeit eines Überprüfungsverfahrens vorsehen müssen, mit dem die materiell-rechtliche und verfahrensrechtliche Rechtmäßigkeit von Entscheidungen, Handlungen oder Unterlassungen, die vom Geltungsbereich des Art. 6 des Übereinkommens von Aarhus oder der Richtlinie 85/337 erfasst werden, vor einem Gericht oder einer anderen auf gesetzlicher Grundlage geschaffenen unabhängigen und unparteiischen Stelle angefochten werden kann (vgl. Urteil *Boxus u.a.*, Randnr. 51).

47. Die Mitgliedstaaten verfügen aufgrund ihrer Verfahrensautonomie und vorbehaltlich der Einhaltung der Grundsätze der Äquivalenz und der Effektivität über einen Gestaltungsspielraum bei der Durchführung von Art. 9 Abs. 2 des Übereinkommens von Aarhus und Art. 10a der Richtlinie 85/337. Insbesondere ist es, soweit die erwähnten Bestimmungen eingehalten worden sind, ihre Sache, festzulegen, welches Gericht oder welche auf gesetzlicher Grundlage geschaffene unabhängige und unparteiische Stelle für die Entscheidung über die Rechtsbehelfe im Sinne dieser Bestimmungen zuständig ist und nach welchen Verfahrensregeln zu entscheiden ist (vgl. Urteil *Boxus u.a.*, Randnr. 52).

48. Art. 9 des Übereinkommens von Aarhus und Art. 10a der Richtlinie 85/337 würden jedoch jegliche praktische Wirksamkeit verlieren, wenn der bloße Umstand, dass ein Projekt durch einen Gesetzgebungsakt genehmigt wurde, der nicht die in Randnr. 31 des vorliegenden Urteils aufgeführten Voraussetzungen erfüllt, dazu führen würde, dass Rechtsbehelfe im Sinne dieser Bestimmungen, mit denen die materiell-rechtliche und verfahrensrechtliche Rechtmäßigkeit des Projekts angefochten werden könnte, ausgeschlossen wären (vgl. Urteil *Boxus u.a.*, Randnr. 53)».

B.5.3. Die in den Artikeln 7 bis 9 des angefochtenen Dekrets enthaltenen Bestätigungen verleihen einigen spezifischen Genehmigungen, die von den Verwaltungsbehörden erteilt wurden, rückwirkend Gesetzeskraft. Diese Bestimmungen haben somit zur Folge, dass dem Staatsrat die gegen diese Genehmigungen eingereichten Nichtigkeitsklagen entzogen werden. Nur der Verfassungsgerichtshof ist dafür zuständig, über eine gegen sie erhobene Klage auf Nichtigerklärung oder einstweilige Aufhebung zu befinden.

Der Gerichtshof ist jedoch nicht befugt, eine erschöpfende materiellrechtliche und verfahrensrechtliche Kontrolle von Handlungen auszuüben, die der Bestätigung oder Annahme der fraglichen Genehmigungen vorausgehen, selbst hinsichtlich der Regeln des internationalen und europäischen Rechts, die im Übereinkommen von Aarhus oder in der Richtlinie 85/337/EWG enthalten sind.

Auch wenn der Gerichtshof durch die Artikel 10 und 11 der Verfassung darauf achtet, dass der Gesetzgeber seine Verpflichtung zur vorherigen Mitteilung an die Europäische Kommission einhält, kann er dann, wenn ein Verstoß gegen diese Verpflichtung hinsichtlich des Rechts der Europäischen Union einen fundamentalen Verfahrensfehler darstellt, nicht die ihm durch den Verfassungsgeber und den Sondergesetzgeber erteilten Befugnisse über eine solche formelle Kontrolle hinaus ausdehnen und selbst die materielle Kontrolle der Einhaltung der in Umweltangelegenheiten geltenden Verfahrensregeln, die der Annahme des angefochtenen Gesetzgebungsaktes vorausgehen, ausüben.

B.5.4. Der Umfang der Kontrolle durch den Verfassungsgerichtshof kann folglich nicht demjenigen der Kontrolle durch den Staatsrat gleichgestellt werden, so dass die Zuständigkeit des Gerichtshofes, so wie sie sich aus der Verfassung und aus dem Sondergesetz vom 6. Januar 1989 über den Verfassungsgerichtshof ergibt, nicht ausreicht, um die Erfordernisse der gerichtlichen Kontrolle zu erfüllen, wenn die Projekte zum Anwendungsbereich des Übereinkommens von Aarhus und der Richtlinie 85/337/EWG gehören.

B.6.1. Die Kategorie von Bürgern, denen diese Genehmigungen einen Nachteil zufügen, wird also anders behandelt als die übrigen Bürger hinsichtlich der Rechtsprechungsgarantie, die durch Artikel 159 der Verfassung, Artikel 13 der Europäischen Menschenrechtskonvention (insbesondere im Rahmen der durch ihre Artikel 6, 8 und 14 gewährleisteten Rechte) und durch Artikel 14 der koordinierten Gesetze über den Staatsrat gewährt wird, da diese Genehmigungen nicht mehr Gegenstand einer Nichtigkeitsklage vor einem Richter sein können, der - ebenso wie der Staatsrat - über eine Kontrollbefugnis verfügt, die sich sowohl auf den Inhalt der angefochtenen Genehmigung als auch auf das Verfahren vor ihrer Annahme erstreckt.

Ein solcher Behandlungsunterschied ist diskriminierend, außer wenn er auf einer rechtmäßigen Zielsetzung beruht und vernünftig gerechtfertigt ist.

B.6.2. In der Begründung des Dekretentwurfs wurde präzisiert:

«Die Zielsetzung des Entwurfs der Dekretsbestimmungen über regionale Genehmigungen besteht darin, dem Wallonischen Parlament die Bestätigung gewisser Genehmigungen zu ermöglichen, die durch den beauftragten Beamten oder gemeinsam durch den beauftragten Beamten und den technischen Beamten oder auf eine Klage hin durch die Regierung erteilt wurden. Seit mehreren Jahren ist nämlich ein wachsendes Interesse des Wallonischen Parlamentes an der Nachbearbeitung von Akten, die über das örtliche Interesse hinausgehen, zu beobachten. Zahlreiche parlamentarische Fragen und Interpellationen, die bezüglich des Standes der Untersuchung von Genehmigungsanträgen für verschiedene Projekte gestellt werden, belegen dies.

[...]

Wenn die Änderung des zuständigen Gerichts so zu verstehen wäre, dass sie einen Behandlungsunterschied zwischen Anrainern einführen würde, je nachdem, ob sie von einem gemeinrechtlichen Vorhaben oder einem Vorhaben, für das zwingende Gründe des Allgemeininteresses bestehen, betroffen wären - *quod non* -, würde dieser Unterschied durch den objektiven Unterschied zwischen den Anträgen auf gemeinrechtliche Genehmigungen und den Anträgen auf Genehmigungen für diese Art von Vorhaben gerechtfertigt.

Vorhaben, für die es zwingende Gründe des Allgemeininteresses gibt, unterscheiden sich nämlich *per definitionem* von den gemeinrechtlichen Vorhaben, insofern es gemeinnützige Vorhaben sind. Es gibt nämlich objektive Kriterien, aufgrund deren ein Vorhaben gemeinnützig ist oder nicht, und die hinsichtlich der Wallonischen Region mit ihrer Beschaffenheit in Bezug auf Soziales, Wirtschaft, Energie, Mobilität, Erbe oder Umwelt zusammenhängen.

[...]

Die Regierung ist gewillt, das Wallonische Parlament in ihre Politik der nachhaltigen Entwicklung des wallonischen Gebiets einzubeziehen. Hierzu möchte sie die Rolle des Wallonischen Parlaments in Bezug auf die Entscheidungsfindung für Vorhaben nicht auf die Möglichkeit von parlamentarischen Fragen und Interpellationen beschränken. Es gilt, das Wallonische Parlament an der Entscheidungsfindung zu beteiligen, indem ihm die Befugnis zuerkannt wird, die Bestätigung erteilter Genehmigungen zu verweigern» (*Parl. Dok.*, Wallonisches Parlament, 2007-2008, Nr. 805/1, SS. 1 bis 7).

Während der Diskussion im Ausschuss wurde ferner präzisiert:

«Man darf ebenfalls nicht vergessen, dass der eigentliche Zweck des Textes darin besteht, gewisse 'festgefahrene' Akten aus der Verfahrenssackgasse herauszunehmen; derzeit sind es 13, und morgen vielleicht mehr.

[...]

Hr. [...] bemerkt, dass eine Kluft besteht zwischen einerseits der in der Begründung dargelegten Zielsetzung und andererseits derjenigen, die aus den wiederholten Erklärungen des Ministers in den Medien hervorgeht, bei denen es im Wesentlichen darum geht, Klagen vor dem Staatsrat zu begrenzen. Hier ist eine enorme Scheinheiligkeit anzuprangern; man schrieb sogar in der Begründung: 'im Gegensatz zu dem, was der CWEDD (Wallonischer Umweltrat für nachhaltige Entwicklung) anführt, soll mit dem Textentwurf keine Verringerung der Anzahl Streitsachen angestrebt werden', während es überall in der Presse nur darum geht, Klagen zu vermeiden» (*Parl. Dok.*, Wallonisches Parlament, 2007-2008, Nr. 805/5, SS. 10 und 16).

Ferner wurde hervorgehoben, dass das angefochtene Dekret «es ermöglichen sollte, in gewissen Akten wieder zu Gelassenheit zurückzufinden» (ebenda, S. 12), indem vermieden wird, dass «ausgehend vom CWATUPE-Dekret oder vom Umweltdekret Auslegungen durch das Gericht, das mit Klagen befasst wird, [...] das Allgemeininteresse gefährden». So erachtete man es als notwendig, «dieses Ausufern des Verfahrens, wobei der Staatsrat die Dekrete auf extreme Weise auslegt, zu stoppen» (ebenda, S. 16).

Der Minister präzisierte ferner:

«[...] die Beschwerden betreffen weniger das Verfahren als vielmehr den Umstand, dass die Beschwerdeführer nicht wünschen, dass eine Genehmigung erteilt wird, dies aus Gründen, die mit ihrem persönlichen Interesse zusammenhängen. Er zitiert diesbezüglich das Beispiel des Tals der Hain und erklärt, dass der Beschwerdeführer nichts von einer Kläranlage wissen möchte und daher nach gleich welchen Gründen sucht, mit denen er deren Errichtung verhindern könnte. Er ist der Auffassung, dass es sich hier um einen Kampf handelt, in dem das private Interesse dem Allgemeininteresse gegenübersteht. Der Herr Minister erklärt, er könne die Genehmigung erteilen, doch das Parlament als natürlicher Vertreter des regionalen Interesses sei zweifellos am besten imstande, das Bestehen des regionalen Interesses zu bestätigen.

[...]

Der Herr Minister bittet seine Widersacher zu schwören, dass sie in Zukunft nie diesen Dekretentwurf nutzen würden, weil sie ihn nicht benötigen würden. Nach Auffassung des Ministers könne niemand solche Aussagen machen, da selbst Mandatsträger der Opposition an diesem Dekretentwurf interessiert seien, denn sie seien sich des NIMBY-Phänomens und der Tatsache bewusst, dass dem Allgemeininteresse der Vorrang vor dem privaten Interesse einer Person gegeben werden müsse» (ebenda, SS. 31-32).

B.6.3. Aus dem Vorstehenden ergibt sich, dass der Dekretgeber mit der Annahme des angefochtenen Dekrets bezweckte, die Parlamentarier an der Annahme gewisser Genehmigungen zu beteiligen, für die es zwingende Gründe des Allgemeininteresses gibt, um ihnen eine größere demokratische Legitimität zu verleihen und großen Bauvorhaben, die Gegenstand davon waren, eine bessere Rechtssicherheit zu bieten.

B.7. Artikel 2 Absatz 2 des Übereinkommens von Aarhus bestimmt, dass Gremien oder Einrichtungen, die in gerichtlicher oder gesetzgebender Eigenschaft handeln, keinen «Behörden» im Sinne des Übereinkommens gleichzusetzen sind.

Artikel 1 Absatz 5 der vorerwähnten Richtlinie 85/337/EWG bestimmte:

«Diese Richtlinie gilt nicht für Projekte, die im Einzelnen durch einen besonderen einzelstaatlichen Gesetzgebungsakt genehmigt werden, da die mit dieser Richtlinie verfolgten Ziele einschließlich des Ziels der Bereitstellung von Informationen im Wege des Gesetzgebungsverfahrens erreicht werden».

In Artikel 1 Absatz 4 der vorerwähnten Richtlinie 2011/92/EU wird diese Bestimmung übernommen.

B.8.1. Vom Verfassungsgerichtshof zu der Tragweite von Artikel 2 Absatz 2 des Übereinkommens von Aarhus und Artikel 1 Absatz 5 der Richtlinie 85/337/EWG befragt, hat der Gerichtshof der Europäischen Union Folgendes erkannt:

«30. Nach Art. 1 Abs. 5 der Richtlinie 85/337 gilt diese Richtlinie für ein Projekt nicht, wenn ihre Ziele einschließlich des Ziels der Bereitstellung von Informationen im Wege eines Gesetzgebungsverfahrens erreicht werden (vgl. Urteile vom 19. September 2000, *Linster*, C-287/98, *Slg.* 2000, I-6917, Randnr. 51, und *Boxus u.a.*, Randnr. 36).

31. Diese Bestimmung macht den Ausschluss eines Projekts vom Geltungsbereich der Richtlinie 85/337 von zwei Voraussetzungen abhängig. Zum einen muss das Projekt im Einzelnen durch einen besonderen Gesetzgebungsakt genehmigt werden; zum anderen müssen die Ziele der Richtlinie einschließlich des Ziels der Bereitstellung von Informationen im Wege des Gesetzgebungsverfahrens erreicht werden (vgl. Urteile vom 16. September 1999, *WWF u.a.*, C-435/97, *Slg.* 1999, I-5613, Randnr. 57, und *Boxus u.a.*, Randnr. 37).

32. Die erste Voraussetzung beinhaltet zunächst, dass das Projekt durch einen besonderen Gesetzgebungsakt genehmigt wird. Dazu ist festzustellen, dass die Begriffe 'Projekt' und 'Genehmigung' in Art. 1 Abs. 2 der Richtlinie 85/337 definiert sind. Daher kann ein Gesetzgebungsakt, durch den ein Projekt genehmigt wird, nur dann in den Geltungsbereich von Art. 1 Abs. 5 dieser Richtlinie fallen, wenn es sich um einen besonderen Akt handelt, der die gleichen Merkmale wie eine solche Genehmigung aufweist. Insbesondere muss er dem Projektträger das Recht zur Durchführung des Projekts verleihen (vgl. Urteile *WWF u.a.*, Randnr. 58, und *Boxus u.a.*, Randnr. 38).

33. Das Projekt muss außerdem im Einzelnen, also hinreichend genau und abschließend, genehmigt werden, so dass der Gesetzgebungsakt, durch den es genehmigt wird, wie eine Genehmigung alle für die Umweltverträglichkeitsprüfung erheblichen, vom Gesetzgeber berücksichtigten Punkte des Projekts umfassen muss (vgl. Urteile *WWF u.a.*, Randnr. 59, und *Boxus u.a.*, Randnr. 39). Der Gesetzgebungsakt muss daher erkennen lassen, dass die Zwecke der Richtlinie 85/337 bei dem betreffenden Projekt erreicht wurden (vgl. Urteile *Linster*, Randnr. 56, und *Boxus u.a.*, Randnr. 39).

34. Demnach wird ein Projekt nicht im Sinne von Art. 1 Abs. 5 der Richtlinie 85/337 im Einzelnen durch einen Gesetzgebungsakt genehmigt, wenn dieser nicht die zur Prüfung der Auswirkungen des Projekts auf die Umwelt erforderlichen Angaben enthält oder den Erlass anderer Akte erfordert, damit der Projektträger das Recht zur Durchführung des Projekts erhält (vgl. Urteile *WWF u.a.*, Randnr. 62, *Linster*, Randnr. 57, und *Boxus u.a.*, Randnr. 40).

35. Was die zweite Voraussetzung betrifft, ist es nach ihrem Art. 2 Abs. 1 wesentliches Ziel der Richtlinie 85/337, dass Projekte, bei denen u.a. aufgrund ihrer Art, ihrer Größe oder ihres Standorts mit erheblichen Auswirkungen auf die Umwelt zu rechnen ist, vor Erteilung der Genehmigung einer Prüfung in Bezug auf ihre Umweltauswirkungen unterzogen werden (vgl. Urteile *Linster*, Randnr. 52, und *Boxus u.a.*, Randnr. 41).

36. Nach dem sechsten Erwägungsgrund der Richtlinie 85/337 hat die Prüfung zudem anhand sachgerechter Angaben des Projektträgers zu erfolgen, die gegebenenfalls von den Behörden und der Öffentlichkeit ergänzt werden können, die möglicherweise von dem Projekt betroffen sind (vgl. Urteile *WWF u.a.*, Randnr. 61, *Linster*, Randnr. 53, und *Boxus u.a.*, Randnr. 42).

37. Folglich muss der Gesetzgeber zum Zeitpunkt der Genehmigung des Projekts über ausreichende Angaben verfügen. Nach Art. 5 Abs. 3 und Anhang IV der Richtlinie 85/337 umfassen die Angaben, die der Projektträger vorzulegen hat, mindestens eine Beschreibung des Projekts nach Standort, Art und Umfang, eine Beschreibung der Maßnahmen, mit denen erhebliche nachteilige Auswirkungen vermieden, verringert und soweit möglich ausgeglichen werden sollen, sowie die notwendigen Angaben zur Feststellung und Beurteilung der Hauptauswirkungen, die das Projekt voraussichtlich auf die Umwelt haben wird (vgl. Urteile *Linster*, Randnr. 55, und *Boxus u.a.*, Randnr. 43).

38. In Anbetracht der Besonderheiten der Verfahren zur Genehmigung eines Plans in mehreren Stufen steht die Richtlinie 85/337 der Genehmigung eines Projekts durch zwei Maßnahmen des nationalen Rechts nicht entgegen; diese werden zusammen als eine Genehmigung im Sinne ihres Art. 1 Abs. 2 angesehen (vgl. in diesem Sinne Urteil vom 4. Mai 2006, *Kommission/Vereinigtes Königreich*, C-508/03, *Slg.* 2006, I-3969, Randnr. 102). Daher kann der Gesetzgeber beim Erlass der abschließenden Maßnahme zur Genehmigung eines Projekts Angaben verwenden, die im Rahmen eines vorherigen Verwaltungsverfahrens gesammelt worden sind (vgl. Urteil *Boxus u.a.*, Randnr. 44).

39. Das Vorhandensein eines solchen Verwaltungsverfahrens kann jedoch nicht dazu führen, dass ein Projekt als gemäß Art. 1 Abs. 5 der Richtlinie 85/337 im Einzelnen durch einen besonderen Gesetzgebungsakt genehmigt betrachtet werden kann, wenn dieser Gesetzgebungsakt nicht die beiden in Randnr. 31 des vorliegenden Urteils erwähnten Voraussetzungen erfüllt. Wie der Gerichtshof in Randnr. 45 des Urteils *Boxus u.a.* entschieden hat, kann ein Gesetzgebungsakt, mit dem lediglich ein bereits erlassener Verwaltungsakt 'ratifiziert' wird und der sich darauf beschränkt, zwingende Gründe des Allgemeininteresses anzuführen, ohne dass zuvor ein die Sachfragen betreffendes Gesetzgebungsverfahren durchgeführt wird, das es erlaubt, diese Voraussetzungen zu erfüllen, nicht als besonderer Gesetzgebungsakt im Sinne dieser Bestimmung betrachtet werden und genügt somit nicht, um ein Projekt vom Geltungsbereich der Richtlinie 85/337 auszuschließen.

40. Insbesondere kann ein Gesetzgebungsakt, der erlassen wird, ohne dass den Mitgliedern des gesetzgebenden Organs die in Randnr. 37 des vorliegenden Urteils erwähnten Angaben zur Verfügung gestanden hätten, nicht vom Geltungsbereich des Art. 1 Abs. 5 der Richtlinie 85/337 erfasst werden (vgl. Urteil *Boxus u.a.*, Randnr. 46).

41. Es ist Sache des nationalen Gerichts, festzustellen, ob diese Voraussetzungen erfüllt sind. Hierzu muss es sowohl den Inhalt des erlassenen Gesetzgebungsakts als auch das gesamte Gesetzgebungsverfahren, das zu seinem Erlass geführt hat, und insbesondere die vorbereitenden Arbeiten und die parlamentarischen Debatten berücksichtigen (vgl. Urteil *Boxus u.a.*, Randnr. 47).

[...]

43. Auf die zweite Frage ist daher zu antworten, dass Art. 2 Nr. 2 des Übereinkommens von Aarhus und Art. 1 Abs. 5 der Richtlinie 85/337 dahin auszulegen sind, dass von ihrem jeweiligen Geltungsbereich nur Projekte ausgeschlossen sind, die im Einzelnen durch einen besonderen Gesetzgebungsakt genehmigt worden sind, so dass die Ziele dieser Bestimmungen durch das Gesetzgebungsverfahren erreicht worden sind. Es ist Sache des nationalen Gerichts, unter Berücksichtigung sowohl des Inhalts des erlassenen Gesetzgebungsakts als auch des gesamten Gesetzgebungsverfahrens, das zu seinem Erlass geführt hat, und insbesondere der vorbereitenden Arbeiten und der parlamentarischen Debatten zu prüfen, ob diese beiden Voraussetzungen erfüllt worden sind. In diesem Zusammenhang kann ein Gesetzgebungsakt, mit dem lediglich ein bereits erlassener Verwaltungsakt 'ratifiziert' wird und der sich darauf beschränkt, zwingende Gründe des Allgemeininteresses anzuführen, ohne dass zuvor ein die Sachfragen betreffendes Gesetzgebungsverfahren durchgeführt wird, das es erlaubt, diese Voraussetzungen zu erfüllen, nicht als besonderer Gesetzgebungsakt im Sinne dieser Bestimmung betrachtet werden und genügt daher nicht, um ein Projekt vom Geltungsbereich dieses Übereinkommens und dieser Richtlinie auszuschließen» (EuGH, 16. Februar 2012, C-182/10, *Solvay u.a.*, vorerwähnt).

B.8.2. Aus diesem Urteil geht hervor, dass der nationale Richter, um zu bestimmen, ob ein Projekt, das Gegenstand eines Gesetzgebungsaktes war, in den Anwendungsbereich der in Artikel 10a der Richtlinie 85/337/EWG vorgesehenen und in B.5.1 und B.5.2 in Erinnerung gerufenen Erfordernisse der materiellrechtlichen und verfahrensrechtlichen gerichtlichen Kontrolle fällt oder nicht, prüfen muss, ob das Projekt den Anwendungsbedingungen von Artikel 2 Absatz 2 des Übereinkommens von Aarhus und von Artikel 1 Absatz 5 der vorerwähnten Richtlinie entspricht, so wie sie durch den Gerichtshof der Europäischen Union festgelegt worden sind.

Die Erfordernisse der gerichtlichen Kontrolle gelten nämlich nur in Bezug auf Projekte, die entweder durch eine Maßnahme ohne Gesetzescharakter oder durch einen Gesetzgebungsakt genehmigt werden, der die Voraussetzungen von Artikel 2 Absatz 2 des Übereinkommens von Aarhus und von Artikel 1 Absatz 5 der vorerwähnten Richtlinie nicht erfüllt (EuGH, 16. Februar 2012, C-182/10, *Solvay u.a.*, Randnr. 46); die spezifischen Gesetzgebungsakte, die den Bedingungen des vorerwähnten Urteils *Solvay*, Randnr. 31, entsprechen, entgehen ihrerseits den vorerwähnten Erfordernissen der gerichtlichen Kontrolle.

B.8.3. Aus dem vorerwähnten Urteil *Solvay u.a.* geht hervor, dass zur Erfüllung der Bedingungen von Artikel 2 Absatz 2 des Übereinkommens von Aarhus und von Artikel 1 Absatz 5 der vorerwähnten Richtlinie das Projekt an erster Stelle im Einzelnen, hinreichend genau und spezifisch durch einen Gesetzgebungsakt genehmigt werden muss, der die gleichen Merkmale wie eine Genehmigung aufweist und dem Projektleiter das Recht zur Durchführung des Projekts verleiht, wobei der Gesetzgeber alle für die Umweltverträglichkeitsprüfung erheblichen Punkte des Projekts berücksichtigt hat (EuGH, 16. Februar 2012, C-182/10, *Solvay u.a.*, Randnrn. 32-33).

Im Übrigen müssen die Ziele der Richtlinie hinsichtlich der Umweltverträglichkeitsprüfung, insbesondere in Bezug auf die Bereitstellung von Informationen durch den Projektträger, die gegebenenfalls von den Behörden und der Öffentlichkeit ergänzt werden können, erreicht werden; hierzu muss der Gesetzgeber zum Zeitpunkt der Genehmigung des Projekts über ausreichende Angaben verfügt haben, darunter mindestens (1) eine Beschreibung des Projekts nach Standort, Art und Umfang, (2) eine Beschreibung der Maßnahmen, mit denen erhebliche nachteilige Auswirkungen vermieden, verringert und soweit wie möglich ausgeglichen werden sollen, (3) die notwendigen Angaben zur Feststellung und Beurteilung der Hauptauswirkungen, die das Projekt voraussichtlich auf die Umwelt haben wird (EuGH, 16. Februar 2012, C-182/10, *Solvay u.a.*, Randnrn. 35-37).

Hierzu kann der Gesetzgeber Angaben verwenden, die im Rahmen eines vorherigen Verwaltungsverfahrens gesammelt worden sind (EuGH, 16. Februar 2012, C-182/10, *Solvay u.a.*, Randnr. 38), doch er darf nicht lediglich einen bereits erlassenen Verwaltungsakt «ratifizieren» und sich darauf beschränken, zwingende Gründe des Allgemeininteresses anzuführen, ohne dass zuvor ein die Sachfragen betreffendes Gesetzgebungsverfahren durchgeführt wird, das es erlaubt, diese Voraussetzungen zu erfüllen (EuGH, 16. Februar 2012, C-182/10, *Solvay u.a.*, Randnr. 39).

B.9. Auch wenn der Gerichtshof grundsätzlich nicht befugt ist, und sei es nur durch seine Kontrolle der Vereinbarkeit mit den Artikeln 10 und 11 der Verfassung, das parlamentarische Verfahren zu prüfen, nach dessen Abschluss ein Gesetzgebungsakt ergangen ist, muss festgestellt werden, dass im vorliegenden Fall die Befugnis, «sowohl den Inhalt des erlassenen Gesetzgebungsakts als auch das gesamte Gesetzgebungsverfahren, das zu seinem Erlass geführt hat, und insbesondere die vorbereitenden Arbeiten und die parlamentarischen Debatten [zu] berücksichtigen» (EuGH, 16. Februar 2012, C-182/10, *Solvay u.a.*, Randnr. 41), sich aus der Notwendigkeit ergibt, den Anwendungsbereich der in B.5.1 und B.5.2 erwähnten Erfordernisse des Rechtes der Europäischen Union zu bestimmen.

Diese Kontrolle kann also weder einer materiellrechtlichen Kontrolle, noch einer verfahrensrechtlichen Kontrolle der Verfassungsmäßigkeit von Gesetzesbestimmungen gleichgestellt werden, sondern stellt eine durch das Recht der Europäischen Union vorgeschriebene vorherige Prüfung der Einstufung des angefochtenen Gesetzgebungsaktes dar.

B.10.1. Wie der Gerichtshof in seinem Entscheid Nr. 30/2010 bemerkt hat, hat die Annahme der Artikel 5 bis 17 des angefochtenen Dekrets den Parlamentariern nur eine begrenzte Rolle verliehen. Aus den Vorarbeiten zum angefochtenen Dekret geht hervor, dass ihre Abstimmung nicht das Bestehen der strittigen Genehmigungen unabhängig von der vorgenommenen Bestätigung in Frage stellen konnte. Im Übrigen war es den Parlamentariern untersagt, eine neue Untersuchung des Antrags auf Genehmigung vorzunehmen oder diese abzuändern (*Parl. Dok.*, Wallonisches Parlament, 2007-2008, Nr. 805/5, S. 36). Sie wurden lediglich gebeten, sich zum Bestehen eines «regionalen Interesses» oder eines «höheren Interesses» für die Wallonische Region zu äußern (ebenda, SS. 6 und 31).

Aus den Vorarbeiten geht hervor, dass die Parlamentarier sich offensichtlich darauf beschränkt haben, die der Versammlung vorgelegten Projekte ohne weiteres zu «ratifizieren», so dass diese Bestimmungen, die weder den in B.5.1 und B.5.2 erwähnten Erfordernissen der gerichtlichen Kontrolle, noch den in B.7 in Erinnerung gerufenen Bedingungen eines spezifischen Gesetzgebungsaktes entsprechen, somit einen Verstoß gegen die Artikel 10 und 11 der Verfassung in Verbindung mit den Artikeln 1 Absatz 5 und 10a der Richtlinie 85/337/EWG beinhalten.

B.10.2. Diese Feststellung beeinträchtigt nicht das Bestehen eines Rechtes auf wirksame Beschwerde im Sinne von Artikel 10a der vorerwähnten Richtlinie 85/337/EWG oder von Artikel 11 der vorerwähnten Richtlinie 2001/92/EU, gegen die Genehmigungen, die Gegenstand einer Bestätigung durch Dekret waren oder gegebenenfalls sein konnten, denn, da die angefochtenen Artikel für nichtig zu erklären sind, obliegt es dem Staatsrat, die formelle und materielle Rechtmäßigkeit dieser Genehmigungen zu kontrollieren.

B.11. Der Klagegrund ist begründet.

Aus diesen Gründen:

Der Gerichtshof

erklärt die Artikel 7 bis 9 des Dekrets der Wallonischen Region vom 17. Juli 2008 über einige Genehmigungen, für die zwingende Gründe des Allgemeininteresses vorliegen, für nichtig.

Verkündet in französischer, niederländischer und deutscher Sprache, gemäß Artikel 65 des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989 über den Verfassungsgerichtshof, in der öffentlichen Sitzung vom 13. Februar 2014.

Der Kanzler,

F. Meersschant

Der Präsident,

J. Spreutels